



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

Service de renseignement de la Confédération SRC

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE



Rapport de situation 2018
du Service de renseignement de la Confédération SRC



La sécurité de la Suisse 2018





Table des matières

La nouvelle loi sur le renseignement en action	5
Le rapport de situation en bref	7
L'environnement stratégique	13
Thème central : la Russie	23
Le terrorisme et l'extrémisme violent pour motifs djihadistes et ethno-nationalistes	31
L'extrémisme de droite et de gauche	55
Prolifération	69
Espionnage	75
Mesures de recherche soumises à autorisation	87
Liste des abréviations	91



La nouvelle loi sur le renseignement en action

En vigueur depuis le 1^{er} septembre 2017, la loi sur le renseignement confère de nouveaux outils au Service de renseignement de la Confédération (SRC) pour défendre la Suisse contre tout danger qui menacerait sa sûreté intérieure et extérieure. Le radar de situation confirme que ces outils sont plus que jamais nécessaires.

La menace toujours élevée du terrorisme et les dangers encourus dans le cyberspace, en particulier l'espionnage, figurent en tête de liste des enjeux de la politique de sécurité suisse. Les cyber-risques représentent un défi de taille pour la Suisse, notamment les activités d'espionnage au moyen des technologies de l'information et de la communication, qui ont augmenté de manière significative dans notre pays. En outre, 2017 a vu la Corée du Nord rejoindre les États susceptibles de menacer la Suisse avec leur arsenal nucléaire. Recours à des armes chimiques en Syrie, ex-espion russe et sa fille empoisonnés au Royaume-Uni : autant d'actualités qui soulignent la nécessité de poursuivre sans relâche la lutte contre les activités de prolifération. Les relations entre la Russie et l'Occident transatlantique ne cessent de se dégrader mais, selon toute vraisemblance, cette évolution préoccupante pour la politique de sécurité en Suisse n'a pas encore atteint son paroxysme. L'intégration de la surveillance des opérations d'influence dans le radar de situation du SRC l'a démontré : la Suisse n'est pas épargnée par ce phénomène, qu'il touche des décideurs ou la population.

Si notre pays est relativement sûr, nous le devons surtout aussi aux efforts permanents des organes de sécurité fédéraux et cantonaux. Afin que cette situation perdure, il est indispensable de pouvoir disposer de la palette d'outils préventifs et répressifs actuellement en vigueur. Comme précisé dans

un chapitre du présent rapport, le SRC recourt activement depuis le 1^{er} septembre 2017 aux mesures de recherche soumises à autorisation prévues dans des conditions strictes par la loi sur le renseignement. Jusqu'à fin 2017, le SRC a lancé quatre opérations, assorties de 40 mesures au total, après y avoir été dûment autorisé par les instances judiciaires et politiques compétentes. Deux opérations s'inscrivaient dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, tandis que les deux autres relevaient de l'espionnage. L'analyse de ces mesures confirme l'application ciblée des nouveaux outils aux menaces les plus graves.

La présentation de ces chiffres témoigne de la volonté de transparence du SRC.

Même si le maintien du secret s'applique toujours aux activités de renseignement à proprement parler, la publication de certains indicateurs en lien avec les tâches du SRC – également prévue dans le rapport annuel 2019 – ne peut que renforcer la confiance du public envers cet instrument essentiel en matière de politique de sécurité.



Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des sports DDPS

Guy Parmelin
Conseiller fédéral



Le rapport de situation en bref

Les défis à relever par les organes en charge de la politique de sécurité se complexifient au fil des années. Le radar de situation du SRC est un outil qui donne une orientation à la politique de sécurité de la Suisse et expose les principaux thèmes relevant du renseignement pour la population suisse.

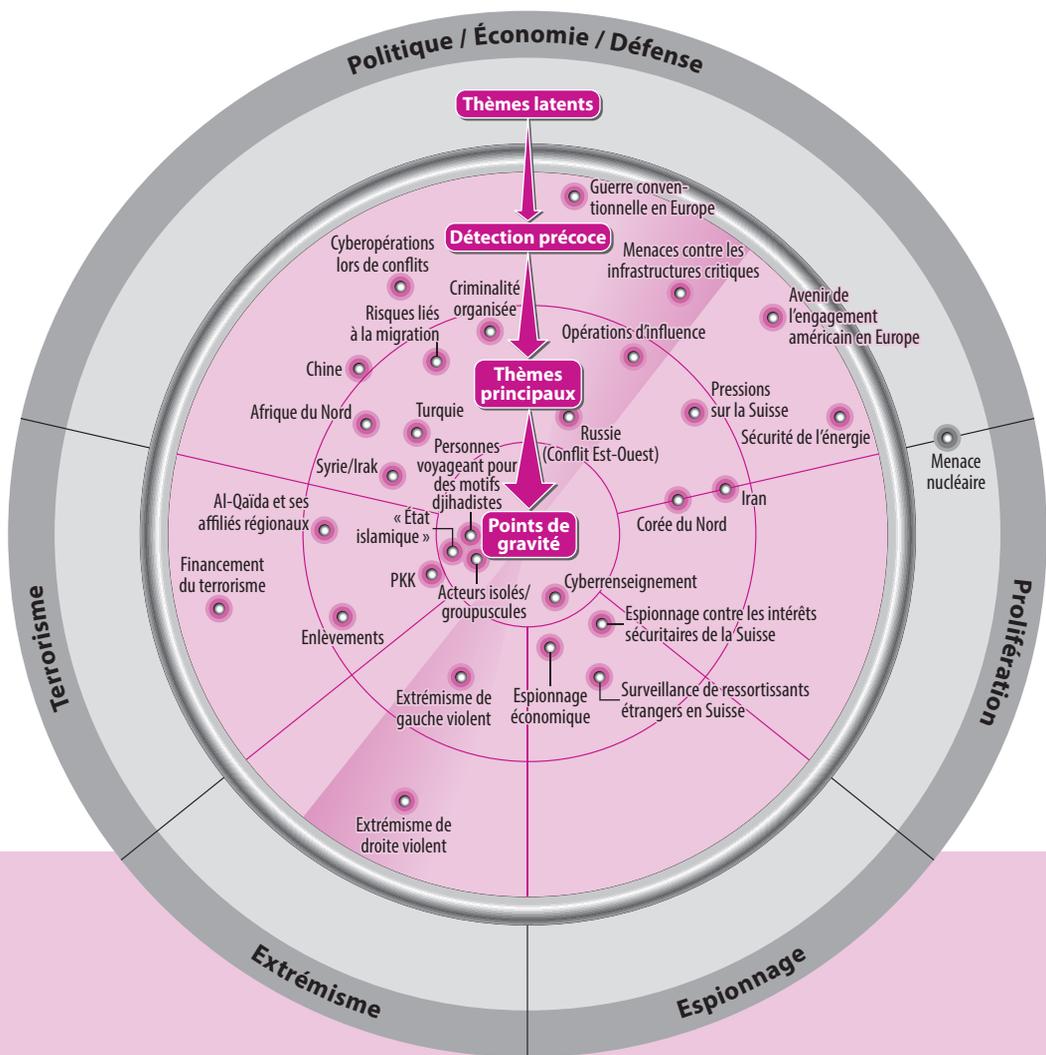
- L'Europe subit toujours une pression aussi exceptionnelle en raison de crises intérieures et extérieures. Des questions se posent désormais aussi quant à la capacité d'action de l'OTAN comme fondement de l'ordre politico-sécuritaire européen. D'une part, les États-Unis ont durci leur position dans la discussion portant sur la répartition des charges. D'autre part, la Turquie, membre de l'Alliance, a l'ambition d'aménager son environnement stratégique d'une manière autonome et indépendamment des visions occidentales de l'ordre établi, au croisement entre l'Europe, la Russie, le Proche et le Moyen-Orient. Des incertitudes fondamentales et une prévisibilité réduite vont donc marquer durablement l'environnement stratégique de la Suisse.
- La Russie est aujourd'hui politiquement renforcée, économiquement robuste et militairement performante comme elle ne l'a plus été depuis la chute de l'Union soviétique, même si elle aura bien sûr encore des défis à relever sur le long terme. Le gouvernement russe contrôle l'État et la société. Puissance revancharde, la Russie vise à rétablir la zone d'influence russe en Europe de l'Est, profondément ancrée dans l'histoire et l'idéologie du pays. L'Ukraine restera la cible principale de ses ambitions. La dégradation permanente des rapports entre la Russie et l'Occident transatlantique n'a selon toute vraisemblance pas encore atteint son point culminant et aura également un impact sur la Suisse.
- Le Proche et le Moyen-Orient ainsi que l'Afrique du Nord et toute la zone du Sahel sont le théâtre de nombreux conflits guerriers. Leurs effets ont depuis des années aussi atteint l'Europe sous forme de mouvements migratoires et du terrorisme djihadiste. L'« État islamique » a certes perdu sa structure proto-étatique et la plus grande partie de ses territoires et de ses unités militaires conventionnelles. Mais la menace terroriste que représente la mouvance djihadiste en Europe n'en demeure pas moins marquée par l'« État islamique » et les personnes et petits groupes qui lui sont affiliés ou qu'il inspire. La menace qui émane d'Al-Qaïda est toujours d'actualité. L'utilisation ciblée des flux migratoires vers l'Europe et la Suisse par l'« État islamique » ou par d'anciens combattants djihadistes reste réelle. La menace terroriste en Suisse reste élevée.

- Les chiffres de l'immigration sont certes en recul depuis le pic de réfugiés et de migrants auquel l'Europe a été confrontée en 2015, mais le potentiel migratoire et la pression sur le continent demeurent élevés. Pour le moment, cette thématique ne constitue pas un motif justifiant des actions notables de la part des milieux d'extrême droite et d'extrême gauche. Tandis que l'extrême droite fait profil bas depuis des décennies, la menace émanant de l'extrême gauche s'est accentuée au cours des douze derniers mois et une campagne d'incendies criminels contre la « répression » a entraîné une augmentation sensible des actions violentes. L'agressivité contre les forces de l'ordre constatée depuis quelques années trouve toujours plus d'occasions de se manifester.
- Dans le domaine de la prolifération, des groupes terroristes affichent un intérêt très clair pour le savoir-faire lié aux armes de destruction massive, en particulier pour celui lié aux armes chimiques. La menace s'approche de la Suisse, aussi parce que l'année 2017 a vu un autre État acquérir les moyens pour menacer la Suisse à l'aide d'armes nucléaires, en l'occurrence la Corée du Nord. Pour l'heure, l'accord nucléaire avec l'Iran tient toujours, même s'il est fortement mis sous pression du côté des États-Unis.
- Des informations d'ordre politique, économique et militaire continuent d'être obtenues au moyen d'espionnage. Les services de renseignement sont en outre actifs à l'étranger contre leurs propres ressortissants

en associant étroitement des méthodes traditionnelles et des activités dans le cyberspace. Loin de se concurrencer, les différentes formes d'espionnage se complètent. Les accès recherchés et utilisés à des fins de collecte d'informations servent également à porter préjudice à un État. Encore rares à l'heure actuelle, les actes de sabotage visant des systèmes de contrôle industriels comptent parmi les moyens d'y parvenir. Les activités de renseignement ainsi que les informations obtenues par ce biais jouent un rôle dans les opérations d'influence, principalement employées par la Russie.

Le radar de situation

Le SRC utilise depuis 2011 l'instrument du radar de situation pour illustrer les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Dans sa version simplifiée, sans données confidentielles, il est une des composantes du présent rapport. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du domaine d'activité du SRC. Elle est complétée par des éléments importants en matière de politique de sécurité tels que les « risques migratoires » et le « crime organisé », deux thèmes qui ne sont pas traités dans le présent rapport. Nous renvoyons à leur sujet aux rapports des offices fédéraux compétents.





L'environnement stratégique

Crises intérieures et extérieures

L'environnement stratégique de la Suisse reste marqué par une pression exceptionnellement élevée exercée sur l'Europe en raison de crises intérieures et extérieures. Durant les années écoulées, le rapport de situation du SRC a régulièrement décrit ces situations de crise. La décision du Brexit ébranle l'UE en son cœur et sapera son énergie pendant des années encore. Des questions ne cessent par ailleurs de surgir quant à la stabilité de la zone euro et, partant, à la monnaie commune, sans même parler de la remise en cause de la capacité d'action de l'OTAN comme fondement de l'ordre politico-sécuritaire européen. Dans le même temps, l'UE et l'OTAN se retrouvent à leurs périphéries sous la plus grosse pression qu'elles aient eu à subir depuis une génération. À l'est, de la part d'une Russie plus forte et revancharde et, au sud, de la part du Proche ainsi que du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où l'ordre étatique menace localement de s'effondrer, ce qui impacte l'Europe sous la forme de mouvements migratoires et d'une menace terroriste accrue, deux éléments qui insécurisent la population et exercent une forte pression sur les institutions aussi bien nationales qu'européennes.

L'ordre européen montre de nettes fissures

Après les issues surprenantes pour le Brexit au Royaume-Uni et pour Donald Trump aux États-Unis, les élections qui ont eu lieu en Europe en de nombreux endroits durant l'année 2017 ont confirmé la perte de confiance vis-à-vis des

partis centristes faisant traditionnellement partie de l'ordre établi et des gouvernements en place. En France, le Front National n'a encore jamais passé aussi près d'un succès électoral. En Allemagne, seuls un peu plus de la moitié des sièges sont revenus aux partis de la grande coalition au Bundestag. Des forces politiques qui se détournent de l'intégration progressive comme pensée de base de l'ordre européen sont désormais arrivées au pouvoir au-delà du Royaume-Uni, jusqu'en Grèce, en Hongrie, en Pologne, en République tchèque et en Autriche. Ces décisions populaires illustrent bien à quel point les ordres politiques occidentaux ont perdu de la formidable prévisibilité et stabilité qui ont été les leurs durant de longues années. Les certitudes politiques au long cours sont remises en question, mises à l'épreuve, se transforment ou se disloquent carrément. Quant à savoir ce qui remplacera à terme les anciennes certitudes, seules des hypothèses permettent de l'esquisser. Dans un contexte de montée des tendances nationalistes, le retour à des solutions davantage axées sur le national et une définition plus étroite de la solidarité européenne pourraient devenir des éléments du futur. Suite à ces développements, la Suisse est entrée dans une période prolongée d'incertitudes fondamentales et par conséquent de prévisibilité réduite dans son environnement stratégique.

Le tableau que dressent les décisions électorales est celui des grosses institutions européennes en crise. Bien que l'Europe ait surmonté les défis des dernières années, entamé

des processus visant la recherche de solutions et ouvert des débats autour des développements futurs de l'Union en avançant des propositions de scénarios, sa capacité d'action est entravée par de nombreuses situations de crise internes et externes. Après la décision du Brexit du Royaume-Uni, l'UE se retrouve au beau milieu d'un processus délicat visant à redéfinir ses relations avec ce pays. Ce processus est aussi complexe qu'on le craignait, prendra plus de temps que les deux parties le souhaitent et prolongera loin dans la prochaine décennie les incertitudes caractérisant actuellement l'ordre européen. Les débats autour du Brexit vont placer l'UE devant des questions fondamentales pendant de nombreuses années. Ces questions, même si elles ne tourneront pas autour de la pérennité de l'institution en tant que telle, se focaliseront toutefois sur son fonctionnement comme ordre établi efficace sur le continent européen et facteur d'influence à l'échelle globale. Dans tous les cas, il n'y a pour l'heure pas eu le « choc salutaire » attendu, lequel pourrait poser les bases politiques pour une nouvelle dynamique en vue du renouvellement de l'UE. Les premières décisions sur les nouvelles velléités européennes communes en matière de défense doivent d'abord passer le cap de la mise en œuvre ou alors elles se transformeront une fois de plus en ambitions insouviées. La perspective d'une UE à plusieurs vitesses pourrait en certains endroits sembler politiquement souhaitable comme nouvelle vision mais elle accentuerait les lignes de fracture entre un cœur dominant et une périphérie baignant dans les difficultés socio-économiques. La dynamique d'intégration entre les anciens États membres à l'ouest et les nouveaux à l'est

menace de stagner, voire de s'inverser, un développement qui fait obstacle à l'UE tout comme à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en sa qualité d'organisation européenne également compétente en matière de sécurité. Les lignes de fracture dans notre environnement immédiat vont ainsi se renforcer, entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest, entre le centre et la périphérie.

La zone euro et la monnaie commune sont également en crise, même si celle-ci est moins perçue en tant que telle par l'opinion publique. L'endettement étatique, qui s'est considérablement accru depuis la crise financière de 2007-2008, et un système bancaire fragile sont aujourd'hui encore source de craintes quant à la stabilité financière, voire même à l'existence de l'euro. La zone euro comme institution a certes surmonté les graves crises au long cours ayant accompagné les douloureuses réformes économiques dans les pays de la périphérie, mais les grandes économies européennes telles que celles de la France et de l'Italie n'ont pas été suffisamment réformées et consolidées, alors même que les conditions y étaient favorables, au vu de la politique monétaire expansive qui y était menée. Or, ces économies gardent une importance critique pour l'avenir économique et politique du continent. L'incapacité à formuler un chemin commun convainquant pour maîtriser la crise de l'endettement sur tout l'espace de l'euro est l'une des raisons de la crise politique qui prévaut actuellement. Elle ne sape pas seulement les institutions européennes mais également celles des nations qui les constituent. La volonté politique de mettre en place des solutions européennes communes est en perte de

vitesse dans les organes de décision nationaux et les mécanismes nationaux de résolution des problèmes sont même mis sous pression en raison de mouvements autonomistes, séparatistes et populistes. Les pays d'Europe de l'Ouest disposent d'ordres relevant de l'État de droit qui sont le plus souvent bien institutionnalisés, lesquels peuvent mieux résister à cette pression que d'autres, et plus longtemps. Dans les pays d'Europe de l'Est, en revanche, ces ordres peuvent échouer.

Principal pilier de l'ordre européen en matière de politique de sécurité, l'OTAN manifeste des symptômes de crise évidents. L'Alliance se retrouve parallèlement au milieu d'une discussion portant sur la répartition des charges entre les pays membres, qui a été durcie par les États-Unis, et doit faire face à des tensions récurrentes dans ses rapports avec le pays membre qu'est la Turquie. Après les doutes forts et répétés exprimés par le candidat Trump vis-à-vis de l'utilité de l'OTAN, l'administration américaine a toutefois confirmé l'engagement des États-Unis au sein de l'Alliance et déclaré expressément

vouloir aussi respecter son obligation d'assistance en cas d'activation de la clause de défense mutuelle (art. 5 du Traité de l'Atlantique Nord). Cela ne suffit pas toutefois pour évacuer les doutes fondamentaux vis-à-vis de l'engagement transatlantique du président Donald Trump. Qui plus est, la Turquie met de plus en plus à l'épreuve la cohérence et la capacité d'action de l'OTAN. Le recul progressif des normes démocratiques relevant de l'État de droit n'est que l'un des aspects d'une évolution plus large du pays. La Turquie développe en effet dans les grandes largeurs une position qui se veut délibérément opposée à l'ordre européen à domination occidentale. Elle adopte également une attitude décidée sur le plan politico-sécuritaire et militaire comme puissance régionale flexible située au croisement entre l'UE/OTAN, la Russie, le Proche et le Moyen-Orient. Ses rapports avec l'Europe et les États-Unis se sont fortement tendus dans des questions centrales telles que la sûreté intérieure et la lutte contre le terrorisme (poursuite d'opposants avérés ou présumés au régime en Europe et aux États-Unis), la poli-



tique régionale (question kurde) et la politique d'armement (projets d'acquisition en collaboration avec la Russie). Confrontée à ces défis internes, l'OTAN se retrouve ainsi au beau milieu d'une discussion de fond sur sa faculté de résister aux crises. Elle doit donc s'interroger sur la volonté politique et la capacité d'assumer l'obligation d'assistance sur le continent européen ainsi que sur la capacité de dissuasion crédible face aux défis extérieurs. Cette dernière, qui lui est attribuée par ses rivaux depuis plusieurs décennies, est le principal fondement de l'actuel ordre politico-sécuritaire en Europe.

Une pression accrue venant de l'Est

Dans le même temps, la pression extérieure exercée sur l'Europe augmente. À l'est, l'État russe dirigé par le président Poutine s'est renforcé. Il est aujourd'hui politiquement consolidé, économiquement robuste et militairement performant comme il ne l'a plus été depuis la chute de l'Union soviétique, même s'il aura bien sûr encore des défis à relever sur le long terme, parmi lesquels la question fondamentale de la viabilité du modèle russe. Après 2013, le rapport de situation du SRC consacre dès lors une nouvelle fois son thème central aux évolutions en Russie. Le gouvernement russe contrôle l'État au moyen d'un lourd appareil d'organes de pouvoir, doté de pleins pouvoirs pour contrôler la situation intérieure, l'économie et la société. Cet appareil est le plus souvent dirigé par de proches compagnons de route du président faisant preuve d'une loyauté éprouvée vis-à-vis de Poutine en personne. Grâce à un tel appareil de pouvoir consolidé à l'interne ainsi qu'à une économie solide capable d'as-

surer en permanence le financement de l'État en dépit de la crise financière internationale, de la chute du prix du pétrole et des sanctions prononcées à l'encontre du pays, le gouvernement russe travaille aujourd'hui au rétablissement de la zone d'influence russe en Europe de l'Est, profondément ancrée dans l'histoire et l'idéologie du pays, une zone qui s'étend de la Baltique à la mer Noire. La pression russe croissante exercée dans cette zone a déjà pris une tournure militaire à deux reprises au cours de ces dernières années, à savoir en 2008 lors de la guerre de Géorgie et en 2014 en Ukraine, des guerres qui prolongent de facto une série d'avant-postes militaires russes dans certaines parties de l'Ukraine, de la Moldova ainsi que de la Géorgie. Les moyens de pression de la Russie en Europe ne se limitent à cet égard pas à des instruments militaires. La prise d'influence économique à l'aide de moyens légaux et criminels ainsi que des campagnes professionnalisées de propagande en font partie également, tout comme les attaques dans l'espace cybernétique. L'influence russe s'exerce à cet égard bien au-delà de l'Europe de l'Est.

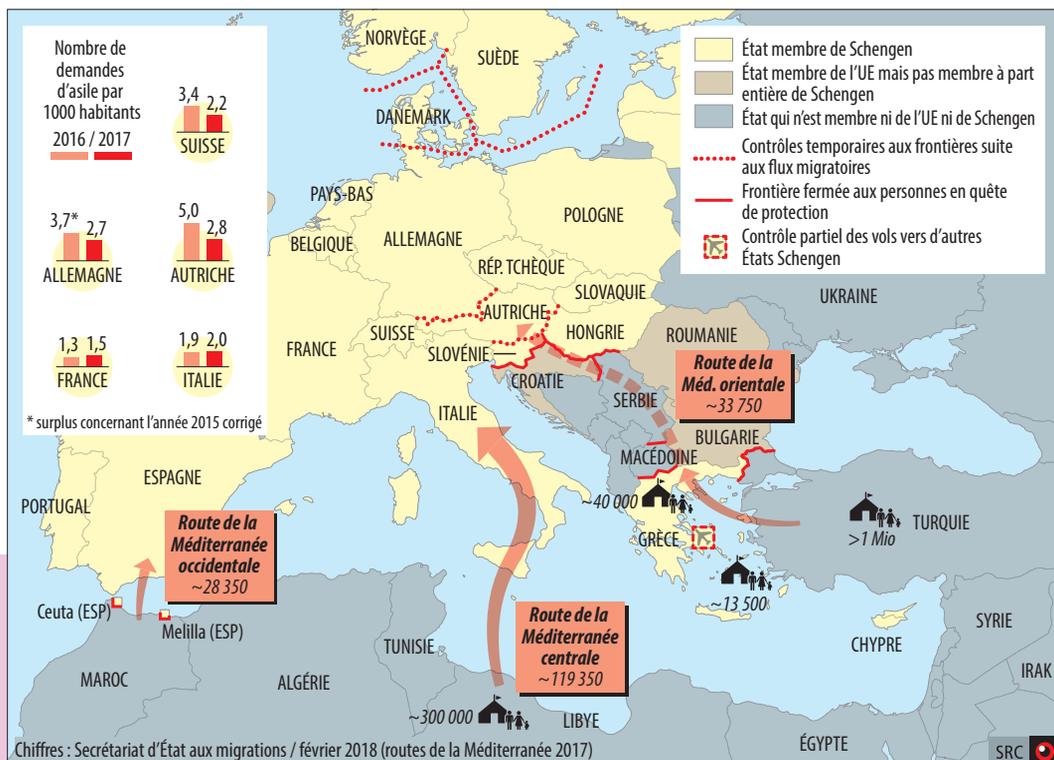
L'Europe, avec ses divers problèmes internes et sa pensée à nouveau davantage tournée vers le national ou même l'infranational, a de la peine à gérer cette pression et à trouver des réponses communes au niveau européen et international. La dégradation des rapports avec la Russie n'a selon toute vraisemblance pas encore atteint son point culminant. Les relations américano-russes demeurent à un niveau dangereusement bas. Conformément à la tendance qui se dessine depuis plusieurs années maintenant, il faut s'attendre à une nouvelle polari-

sation et à une militarisation accrue ainsi qu'à l'établissement de nouvelles lignes de démarcation à travers toute l'Europe, un processus qui, avant d'avoir un éventuel effet stabilisant, s'accompagne de risques de conflit majeurs dans des zones où les intérêts occidentaux et russes ne sont pas délimités.

Après la fin de la Guerre froide, les forces armées européennes ont très fortement réduit leurs capacités de défense aussi bien nationale que de l'Alliance. Parallèlement, les États-Unis ont aussi fortement diminué la présence de leurs forces armées en Europe. Alors que le renforcement militaire de la Russie est à présent bien avancé, les mesures correspondantes du côté occidental n'ont jusqu'à présent pas pu suivre cette évolution. En cas de crise grave, la Russie pourrait dès lors engendrer à la frontière orientale de l'OTAN des états de fait à l'aide de moyens militaires sans que l'Occident ne soit aujourd'hui en mesure de l'en empêcher. Le rétablissement de la situation antérieure ne se-

rait ensuite possible que par une nouvelle escalade du conflit. Le SRC ne considère certes pas aujourd'hui une telle évolution de la situation comme vraisemblable, mais le risque que des conflits interétatiques se traduisent à nouveau par un déploiement de moyens militaires a toutefois augmenté en Europe également.

Le conflit avec la Russie n'est pas un phénomène temporaire, mais constitue une modification durable dans l'environnement stratégique de la Suisse. Une crise dans cette zone située entre l'Est et l'Ouest, que ce soit au-dessus ou au-dessous du seuil de la guerre, pourrait se transformer rapidement en un défi majeur pour les institutions européennes en charge de la politique de sécurité, institutions au sein desquelles le capital de confiance parmi les pays membres a été entamé en raison de la superposition de crises intérieures, mais dont la stabilité depuis la Seconde Guerre mondiale était précisément aussi un fondement de la politique suisse en matière de sécurité et de défense.



Une pression croissante venant de l'espace méditerranéen

La pression exercée sur l'Europe augmente depuis quelques années aussi dans l'espace méditerranéen oriental et méridional. Le Proche et le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la zone limitrophe du Sahel restent le théâtre de luttes complexes, durables et destructrices pour les ordres étatiques ainsi que les populations concernées. Après la perte en 2017 de ses fiefs de Mossoul et Raqqa, l'« État islamique » a perdu sa structure proto-étatique du califat en Irak et en Syrie et redevient une organisation terroriste qui veut poursuivre le combat dans des structures clandestines opérant dans l'anonymat. En Syrie, l'intervention militaire russe a préservé le régime du président Bachar el-Assad de l'effondrement. Après des années d'âpres combats pour le contrôle des centres économiques et de population, non seulement le pays a été mutilé par la guerre mais son régime, garant de l'ordre étatique, présente aussi de sévères signes d'usure. Dans la prochaine phase du conflit, les négociations en vue d'une solution politique pourraient peu à peu passer au premier plan, l'objectif pour de nombreux acteurs étant toutefois de transformer les victoires militaires en influence politique. L'ancien ordre politique du pays est sévèrement endommagé alors que la capacité de l'État à rétablir un jour un contrôle durable sur l'ensemble du pays est mise en doute. La perte de contrôle étatique dans de vastes zones va par ailleurs pendant des années encore causer de sérieux problèmes en Irak, au Yémen, en Libye et au Mali également. Ce défi de l'ordre établi et les ajustements qui en résultent du point de vue politico-militaire attisent encore davantage l'an-

cienne rivalité entre l'Irak et l'Arabie saoudite. Quant à la situation en Palestine, aucune solution politique n'est en vue. Dans leur ensemble, les conflits en cours engendrent une succession complexe de fractures à travers toute la région, qui se trouve dans une phase de profonde mutation et n'est pas encore arrivée au bout de ces bouleversements.

Les effets de ces crises ont définitivement atteint l'Europe depuis 2015, avec le terrorisme djihadiste et l'arrivée d'importants mouvements de réfugiés et de migrants. Les âpres combats pour le contrôle des grandes villes en Irak ou en Syrie provoquent des situations d'urgence humanitaire aigüe, mais illustrent toutefois également la lente destruction des structures sociétales et étatiques dans les pays concernés. Il est pour l'heure impossible de dire si l'ordre étatique qui s'est partiellement écroulé dans la région pourra un jour être restauré. C'est la raison pour laquelle les principaux facteurs expliquant le terrorisme djihadiste ainsi que les mouvements migratoires vers l'Europe restent provisoirement toujours aussi impactants. La menace djihadiste pour l'Europe s'est manifestée en 2017 aussi par toute une série d'attentats, d'Istanbul à St-Petersbourg en passant par Paris, Manchester, Londres et Barcelone, et se maintiendra également après les défaites militaires essuyées par l'« État islamique » en Syrie et en Irak. Les mouvements migratoires vers l'Europe se situent globalement au-dessous des chiffres records de l'année 2015, mais ils restent élevés et peuvent à tout instant nettement repartir à la hausse. L'accord passé entre l'UE et la Turquie, selon lequel cette dernière s'engage à reprendre les migrants qui se sont rendus illé-

galement en Grèce en passant par son territoire, est toujours en vigueur, mais il reste fragile. De nouvelles mesures prises dans la zone maritime située entre la Libye et l'Italie ont dès le milieu de l'année 2017 conduit aussi à une réduction des mouvements migratoires sur la route de la Méditerranée centrale, avec toutefois des perspectives incertaines pour l'avenir.

Au vu de cette pression exercée à partir de l'espace méditerranéen oriental et méridional, les relations avec la Turquie, qui est membre de l'OTAN et un partenaire essentiel dans la gestion des flux migratoires ainsi que dans l'endigement de la menace terroriste, restent importantes pour l'Europe. Le président Recep Tayyip Erdogan a remporté en avril 2017 un référendum qu'il a longtemps appelé de ses vœux visant à transformer les institutions politiques en un système présidentiel. Cela lui permet désormais, après la tentative de putsch de l'été 2016, de renforcer son contrôle sur les institutions turques et de préparer ainsi la voie à une domination autocratique, socialement conservatrice, tout en accélérant le développe-

ment de la Turquie en direction d'une puissance régionale sûre de sa force. Dans la perception turque, les troubles en Syrie et en Irak menacent des intérêts-clefs de la sécurité nationale, notamment par la proclamation d'une autonomie kurde dans le nord de la Syrie, avec l'appui du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Turquie réagit vis-à-vis de l'Europe avec de plus en plus d'assurance, de manière de plus en plus décidée et en utilisant tous les moyens dont elle dispose dans son arsenal de puissance étatique. Le recul progressif des normes démocratiques relevant de l'État de droit est l'un des aspects d'une évolution plus large. La Turquie a en effet l'ambition d'aménager son environnement stratégique d'une manière autonome et indépendamment des visions occidentales de l'ordre établi, au croisement entre l'Europe, la Russie, le Proche et le Moyen-Orient, mais elle agit toutefois aussi avec prudence, puisqu'elle est bien consciente qu'elle ne peut renoncer aux relations stratégiques avec l'Occident. Les négociations avec l'UE en lien avec l'aménagement futur des relations stratégiques n'ont



ainsi pas été formellement interrompues. Il est vrai toutefois que les tensions avec l'Europe augmentent, en raison de l'instrumentalisation d'un nationalisme turc fortement ancré dans la population et des poursuites engagées à l'encontre des opposants avérés ou présumés du régime en Europe également. Après des décennies d'espoir de voir les relations entre la Turquie et l'Europe évoluer vers un vrai partenariat, celles-ci sont arrivées à un point critique, où sont en jeu aussi bien la coopération pour les questions migratoires et la lutte contre le terrorisme que la cohérence et le fonctionnement de l'OTAN à sa périphérie sud-est.

Au vu des longs et difficiles processus de transformation au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'en Afrique du Nord, la Suisse ne peut pas échapper aux risques. La migration en provenance des zones de crise, et surtout celle passant par la Libye, vers l'Europe est devenue l'un des deux défis majeurs les plus urgents à relever, en raison de ses conséquences potentielles en matière de politique de sécurité. L'Europe s'efforce actuellement de limiter et de gérer les conséquences de la crise, car, sans une perspective de stabilisation prochaine dans la région, où l'effondrement de l'ordre étatique semble ne pas encore avoir atteint le creux de la vague, la pression migratoire sur l'Europe se maintiendra encore à un niveau élevé pendant des années, donnant ainsi du grain à moudre aux partis nationalistes. L'autre grand défi réside dans la lutte contre la menace terroriste accrue émanant de la région. Le phénomène des voyages à motivation djihadiste, notamment la problématique des personnes de retour au pays, reste toujours un grave problème de sécurité pour les pays occidentaux.

La Suisse n'y échappe pas non plus. De plus, de nombreuses autres problématiques vont exiger une attention sans faille de la part des autorités, que ce soit la mise en péril de la sécurité des représentations diplomatiques ainsi que les menaces terroristes et les cas d'enlèvements dans la région, les entraves au commerce et à l'approvisionnement énergétique ou encore la gestion des régimes de sanction et le traitement du dossier des actifs de personnes politiquement exposées.

Thème central : la Russie

Le gouvernement russe contrôle l'État au moyen d'un imposant appareil d'organes de pouvoir, doté de pleins pouvoirs pour contrôler la situation intérieure, l'économie et la société. Cet appareil est le plus souvent dirigé par de proches compagnons de route du président faisant preuve d'une loyauté avérée vis-à-vis de Poutine en personne. Grâce à cet appareil de pouvoir consolidé à l'interne, le gouvernement russe travaille aujourd'hui au rétablissement d'une zone d'influence russe en Europe de l'Est, profondément ancrée dans l'histoire et l'idéologie du pays, une zone qui s'étend de la Baltique jusqu'à la mer Noire. Les trois États baltes que sont l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, membres de l'OTAN et de l'UE depuis 2004, se retrouvent déjà sous une forte pression russe, qui va probablement s'accroître encore dans les années à venir.

Le terrorisme et l'extrémisme violent pour motifs djihadistes et ethno-nationalistes

En Europe, la menace terroriste résulte principalement de la mouvance djihadiste et plus particulièrement de ses deux principaux acteurs,

l'« État islamique » et Al-Qaïda. L'« État islamique » et les individus ou petits groupes qui lui sont affiliés ou qui sont inspirés par cette organisation restent la composante principale de cette menace. La menace que représente Al-Qaïda est toujours d'actualité. En Suisse, la menace d'actes terroristes reste élevée. De plus, des citoyens suisses peuvent dans de nombreux pays étrangers être les victimes d'enlèvements et d'attentats commis par des acteurs terroristes.

Le terrorisme et l'extrémisme violent pour motifs ethno-nationalistes restent eux aussi des éléments importants pour la situation de la menace en Suisse. En Europe occidentale, le PKK est en particulier à même de mobiliser à court terme ses sympathisants pour des manifestations et des actions coordonnées. Un face-à-face entre groupes kurdes et nationalistes turcs peut dans ces cas entraîner des actes de violence.

L'extrémisme de droite et de gauche

Le potentiel de violence de l'extrémisme de droite persiste, tandis que celui de gauche s'est aggravé dans un contexte de péjoration de la situation. Les actes violents motivés par l'idéologie d'extrême gauche ne sont pas uniquement dirigés contre des cibles matérielles, mais égale-

ment contre des personnes considérées comme appartenant à l'extrême droite et en particulier contre les forces de l'ordre lors d'engagements de police. Les extrémistes de gauche font preuve d'une très grande agressivité à l'encontre des personnes. Ils assument le risque de porter atteinte à l'intégrité corporelle et à la vie de leurs cibles ou, dans certains cas, cherchent délibérément à le faire. En dehors de tels accrochages, l'année sous revue se distingue par une augmentation du nombre d'actes violents motivés par l'idéologie d'extrême gauche, ainsi que par le recours à des formes de violence plus intensives. Les milieux d'extrême gauche entretiennent et se servent de leurs relations avec des groupes violents d'extrême gauche basés à l'étranger. Quant aux milieux d'extrême droite, ils continuent à faire preuve de retenue. Le calme relatif dans le contexte de l'asile et de la migration a une influence sur leur comportement actuel, mais le potentiel de violence de l'extrême droite subsiste, notamment dans ce domaine.

Prolifération

La prolifération d'armes de destruction massive, de leurs vecteurs ainsi que des marchandises nécessaires pour leur production repré-



Incendie criminel sur le chantier du Centre cantonal de justice et police de Zurich en juillet 2017

sente toujours une menace pour la sécurité dans de nombreuses régions du globe. En sa qualité d'exportatrice importante de biens à double usage, la Suisse porte à cet égard une responsabilité particulière pour contrecarrer cette prolifération. La mise en œuvre de l'accord-cadre avec l'Iran s'est poursuivie en 2017, mais la normalisation des relations économiques connaît toujours les mêmes soubresauts. Les évolutions dans les programmes nord-coréens d'armes de destruction massive ont gardé leur dynamique élevée. Les activités de prolifération du pays sortent désormais du contexte régional et deviennent une menace globale, ce qui change les règles du jeu s'agissant de l'appréhension d'un programme d'armes nucléaires non légitimé en dehors des États nucléaires reconnus. En Syrie, des armes chimiques ont à nouveau été utilisées en 2017. Des groupes terroristes montrent un intérêt certain pour le savoir-faire lié aux armes de destruction massive et ont notamment augmenté leurs capacités dans l'usage d'armes chimiques. La menace dans le domaine de la prolifération se rapproche également de la Suisse.

Espionnage

L'espionnage sert les intérêts d'États, voire les intérêts privés de personnes influentes dans ces États. L'espionnage classique consiste en un ensemble de méthodes établies de longue date, toutefois complétés par les moyens du cyber-espionnage depuis quelques années. L'espionnage naît du besoin en informations constamment actualisées dans les milieux politiques, économiques et militaires. Il est potentiellement accentué par des situations liées à des attentes

spécifiques ou plus approfondies. L'espionnage viole non seulement la souveraineté des États au sein desquels ou contre lesquels il est pratiqué, mais la fuite de données cause aussi des préjudices directs ou indirects. L'intégrité corporelle et la vie des membres de la diaspora espionnée ainsi que celles de leurs proches dans le pays d'origine peuvent être menacées, et les accès obtenus grâce à l'espionnage peuvent de surcroît être utilisés à des fins de manipulation ou même de sabotage.

Thème central : la Russie

Consolidation à l'interne

Sous la direction du président Vladimir Poutine, la Russie ne cesse depuis bientôt deux décennies de gagner en puissance et en assurance, tant à l'intérieur que vers l'extérieur. La réélection de Poutine à la présidence crée le cadre nécessaire pour que cette tendance se poursuive dans les années à venir. Pour pouvoir mettre en œuvre une stratégie forcée en matière de politique extérieure dans le but de regagner le rôle de grande puissance russe sur la scène internationale, Poutine et son régime ont besoin de stabilité et de continuité à l'interne. Afin de rester au pouvoir, le président et ses compagnons de route de St-Petersbourg contrôlent les processus inhérents à la politique intérieure ainsi que l'économie de la Russie. Pour ces contrôles, les « ministères de pouvoir » (*silovye ministerstva*) revêtent une importance centrale, puisqu'ils sont les principaux organes de l'État pour protéger le régime contre les défis intérieurs mais aussi extérieurs. Un échantillon de ces organes est présenté ci-après.

L'Administration présidentielle

L'Administration présidentielle, dirigée par Anton Vaino, est l'un des principaux instruments de pilotage et de contrôle. Elle se compose d'un grand nombre de conseillers et de fonctionnaires, qui exercent une influence sur la politique intérieure, extérieure et économique de la Russie. C'est ainsi que des lois importantes sont préparées au sein de cet organe avant d'être soumises au Parlement, pour dé-

libération et vote, ce qui n'est le plus souvent qu'une formalité. L'Administration présidentielle surveille qui plus est les médias d'État et leur donne régulièrement des consignes détaillées sur les thèmes qu'ils doivent traiter et d'après quelles lignes directrices ils doivent rédiger leurs contenus.

Le personnage-clé de l'Administration présidentielle est son directeur adjoint Sergueï Kirienko, qui a été responsable de la récente campagne électorale de Poutine. Kirienko a brièvement été premier ministre en 1998 sous l'ère de Boris Eltsine avant de revêtir pendant plusieurs années le costume de directeur de la holding nucléaire étatique Rosatom, dont il est toujours le président du conseil d'administration. Kirienko bénéficie de l'appui d'influents banquiers de St-Petersbourg et est bien réseauté avec l'entourage direct de Poutine.

La Garde nationale

À des fins de contrôle interne et de mainmise personnelle sur le pouvoir, Poutine a créé une Garde nationale en 2016, qui dispose aujourd'hui de plus de 300 000 collaborateurs. Elle lui est directement subordonnée. La Garde nationale a notamment été responsable de la sécurité durant les élections présidentielles et doit aussi assurer la sécurité pendant la Coupe du monde de football en 2018, en partenariat avec d'autres organes. Ses tâches générales sont le maintien de l'ordre public en Russie, la protection des institutions et équipements de communication étatiques ainsi que la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

La Garde nationale est présente dans tout le pays avec ses sept commandements régionaux et accorde une attention particulière au Caucase du Nord. Elle dispose en outre de nombreuses unités spéciales mobiles à Moscou, qui peuvent au besoin être rapidement envoyées dans les régions. Sa création était prévue de longue date et a été préparée dans l'entourage le plus proche du président Poutine.

Le responsable de la Garde nationale est le général Viktor Zolotov, l'une des personnes les plus proches du président. De 1999 à 2013, Zolotov a dirigé le Service de protection présidentiel, la garde rapprochée de Poutine. Les compétences de la Garde nationale se recoupent fortement avec celles du Service fédéral de sécurité (FSB) et d'autres « ministères de pouvoir ». La Garde nationale constitue également un contrepoids au FSB dans le cercle des organes de sécurité centraux.

Le Service fédéral de sécurité (FSB)

Tout comme la Garde nationale, le FSB est en premier lieu responsable de la sécurité inté-

rieure de la Russie. Il dispose de plus de 300 000 collaborateurs ainsi que de divisions régionales, qui sont aussi réparties à travers tout le pays. Sa direction actuelle est composée de personnes qui font partie de différents groupements issus de l'entourage de Poutine. Le FSB n'est ainsi pas dirigé par un commandement homogène, ce qui rend le contrôle sur l'organisation plus difficile pour Poutine. L'une de ses principales divisions est celle chargée de la sécurité économique, qui permet au Kremlin de contrôler notamment les oligarques ainsi que les flux financiers critiques en Russie. À l'instar de la plupart des autres « ministères de pouvoir », le FSB dispose de sa propre académie, qui fait partie des universités les plus prestigieuses du pays. Le FSB peut de ce fait recourir aujourd'hui à une jeune génération d'officiers, qui sont également familiers avec les technologies les plus récentes. L'un de ses domaines d'action est d'ailleurs la surveillance du web ainsi que des cyberopérations offensives contre des organisations russes et étrangères.



Le Service de renseignement militaire

Une autre institution importante au sein de l'appareil d'État russe est le Service de renseignement militaire (GU, appelé GRU jusqu'en 2011), lequel est capable de mener des opérations cybernétiques. Il est subordonné au Ministère de la Défense et à l'État-major général. Outre ce service, il existe encore au sein du Ministère de la Défense d'autres organisations qui sont actives dans le domaine cybernétique et qui ont été fortement renforcées ces dernières années. Pour les cyberopérations offensives, il dispose d'un grand nombre de spécialistes et de la technologie la plus moderne. De plus, de nombreuses unités spéciales armées lui sont subordonnées, qui sont avant tout stationnées dans la partie européenne de la Russie, mais qui peuvent aussi être engagées à l'étranger. Les estimations se rapportant aux effectifs de ces unités spéciales varient considérablement. Depuis l'entrée en fonction de Poutine en 2000, le Service de renseignement militaire n'a cessé de perdre en influence vis-à-vis du FSB. Il bénéficie toutefois traditionnellement de l'appui de l'establishment militaire et a regagné en influence vis-à-vis des autres « ministères de pouvoir » à la suite de la crise ukrainienne et de l'intervention des forces armées en Syrie.

Le Service de renseignement extérieur

Tant le FSB que le Service de renseignement militaire collaborent avec le Service de renseignement extérieur (SVR) dans leurs activités à l'étranger. À l'instar de la plupart des autres « ministères de pouvoir », il est directement subordonné au président. Depuis 2016, le SVR est dirigé par un proche de Poutine, Sergueï

Narychkine, qui a par le passé occupé une fonction dirigeante dans l'Administration présidentielle et a été président du Parlement. Narychkine est un poids lourd politique et est considéré comme un successeur potentiel de Poutine à la présidence, tout comme le ministre de la Défense Sergueï Choïgou et le premier ministre Dimitri Medvedev. Hormis Narychkine, Poutine entretient également d'autres rapports étroits avec la direction du SVR. D'un point de vue historique, le SVR est issu de l'ancien service chargé de la recherche de renseignements à l'étranger au sein du KGB, le service secret soviétique. L'actuelle académie du SVR est l'organisation qui a succédé à l'ancien Institut Rotbanner ou Andropov, que Poutine et Narychkine ont tous deux fréquenté. Le personnel du SVR est estimé entre 10 000 et 20 000 collaborateurs. Il est surtout actif dans les anciennes républiques soviétiques, dans le reste de l'Europe et aux États-Unis. L'espionnage économique est l'une de ses forces. Depuis 2015, il est aussi davantage présent en Syrie.

Le Ministère des Affaires étrangères

Comme pour la plupart des autres « ministères de pouvoir », Poutine exerce également une forte influence personnelle sur le Ministère des Affaires étrangères, avant tout via ses conseillers au sein de l'Administration présidentielle. Les dirigeants de ce ministère, y compris le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, proviennent en majorité de la fabrique de cadres diplomatiques de l'Institut moscovite d'État pour les relations internationales (MGIMO). Tout comme l'académie du FSB, cet institut est l'une des universités les plus prestigieuses de Russie. For-

mellement subordonné au Ministère des Affaires étrangères, il fait aujourd'hui partie intégrante du système de pouvoir en place. Plusieurs dizaines de personnes, qui sont aujourd'hui parmi les décideurs les plus influents en Russie, siègent dans le comité directeur de l'institut.

Le Service fédéral de protection

Tout comme le FSB et le SVR, le Service fédéral de protection (FSO) est également issu des structures du KGB soviétique. Les organisations qui l'ont précédé au sein du KGB étaient responsables de la protection de l'élite du Parti communiste. Outre la protection de personnes, le FSO est aujourd'hui surtout responsable de la protection de bâtiments gouvernementaux, de centrales nucléaires et d'installations du complexe militaro-industriel. Il compte environ 40 000 collaborateurs. Le Service de protection présidentiel en est la pièce maîtresse, d'où est également issu l'influent commandant en chef de la Garde nationale, le général Zolotov. Le Service de protection présidentiel est notamment responsable de l'organisation de tous les voyages à l'étranger du président. Le Service de la communication spéciale et de l'information est responsable de l'exploitation et de la sécurité de tous les moyens d'information et de communication des institutions étatiques. Le FSO exploite aussi une académie, qui sert de fabrique de cadres pour d'autres « ministères de pouvoir ».

Le Comité d'enquête

L'un des principaux instruments de politique intérieure de Poutine est le Comité d'enquête, qui a été détaché du Parquet général en 2011. Le président s'en sert avant tout pour mener des

procédures contre des adversaires politiques intérieurs et il est l'un des principaux instruments du Kremlin pour mettre hors d'état de nuire l'opposition extra-parlementaire. Son directeur depuis dix ans est Alexander Bastrykine, qui a étudié le droit avec Poutine à l'université de Leningrad. Adeptes d'un style de conduite autoritaire, il surveille en particulier les cas politiquement sensibles, de manière très étroite. Outre son quartier-général à Moscou, le Comité d'enquête dispose de départements dans de nombreuses grandes villes russes telles que St-Petersbourg, Nizhny Novgorod, Iekaterinbourg, Rostov-sur-le-Don, Novossibirsk et Khabarovsk dans l'Extrême-Orient russe.

Les « ministères de pouvoir » et l'économie

Les rapports des « ministères de pouvoir » entre eux ne sont pas dénués de frictions. Le Kremlin les oblige toutefois dans l'ensemble de collaborer, Poutine fonctionnant au besoin comme conciliateur suprême. Le président intervient personnellement lorsque les rivalités entre les « ministères de pouvoir » menacent de dégénérer. Outre le contrôle des processus politiques et sociétaux, il incombe aux « ministères de pouvoir » de surveiller également l'économie. L'économie russe est dominée par de grands consortiums tels que Gazprom ou Rosneft et par les banques d'État qui y sont liées. Le FSB a notamment une grande influence sur les conglomérats économiques. Les divisions de la sécurité de ces entreprises sont le plus souvent occupées par des officiers des services de renseignement. Les principales branches de l'économie qui ont des liens étroits avec les « ministères de pouvoir » sont l'industrie énergétique, le secteur financier,

l'industrie de l'armement ainsi que le secteur des télécommunications et de l'information. En contrepartie, ce sont les conglomérats économiques qui financent principalement le budget de l'État et donc aussi les « ministères de pouvoir », au moyen des impôts. Il y a donc un lien symbiotique inhérent au système entre ces ministères et les grands consortiums.

La consolidation interne du système de Poutine indique que l'opposition en Russie est en difficulté et que la suprématie du régime est pratiquement devenue inaliénable. Hormis la dépendance vis-à-vis du personnage-clé qu'est Vladimir Poutine, la seule faiblesse potentielle identifiable du système est actuellement sa dépendance vis-à-vis de l'évolution des prix du pétrole. Les entreprises énergétiques financent traditionnellement la moitié environ du budget de l'État russe. L'économie pétrolière russe est profitable jusqu'à un prix de 30 dollars environ par baril. Si ce seuil n'est pas atteint sur une longue période, l'économie russe et avec elle le système de Poutine peuvent vaciller. Depuis le creux atteint en 2015, le prix du pétrole est toutefois dans l'intervalle remonté à plus de 60 dollars par baril.

Hausse de la pression sur l'Europe de l'Est

Du point de vue de la politique de sécurité, le rétablissement d'une zone d'influence russe en Europe de l'Est est l'un des principaux projets du président Poutine, une zone d'influence au sens d'un cordon sanitaire, d'une zone-tampon sur le flanc occidental de la Russie. Cette zone d'influence englobe du point de vue russe des territoires étendus sis entre la Baltique et la mer Noire. Poutine considère qu'il est de son

devoir historique personnel d'établir cette zone d'influence, afin de protéger la Russie contre l'élargissement de l'alliance transatlantique de l'OTAN, sous la direction des États-Unis. Il se voit ainsi dans la tradition des tsars russes des 17^e et 18^e siècles, de Pierre le Grand et Catherine la Grande, sous le régime desquels les territoires de l'actuelle région baltique, du Bélarus et de l'Ukraine ont été conquis. L'affrontement géostratégique autour de l'espace situé entre la Baltique et la mer Noire est profondément ancré dans l'histoire russe et européenne et va définir les rapports entre la Russie ainsi que l'Occident transatlantique jusque bien dans les années 2020.

Les forces armées russes jouent également un rôle central à cet égard. Sous l'ère Poutine, elles ont peu à peu évolué vers un instrument pouvant concrètement être engagé. Les opérations actuellement en cours en Ukraine et en Syrie démontrent l'existence d'une volonté politique et d'un potentiel militaire suffisant pour le déploiement des forces armées. La Russie dispose de systèmes d'armes modernes et peut ainsi afficher des aptitudes dont elle n'a pas à rougir vis-à-vis des forces armées occidentales. Le processus de consolidation s'est poursuivi avec succès au cours de ces dernières années. Dans le cadre de l'actuel programme d'armement 2011 à 2020, la modernisation visée du matériel va de l'avant comme prévu. Elle devrait se poursuivre dans la même mesure avec le programme consécutif, qui se chevauche avec l'actuel et va de 2018 à 2027. Grâce à la plus forte alimentation en effectif des forces armées avec du personnel sous contrat, le niveau d'instruction, le degré de préparation et la mobilité ont pu être nettement améliorés. La capacité



de mobilisation et de conduite a été démontrée de manière impressionnante à l'occasion de plusieurs exercices d'envergure. Une priorité toujours aussi élevée est accordée aux armes nucléaires regroupées dans la triade dite stratégique. La Russie investit massivement dans leur maintenance et dans leur renouvellement. Les déploiements d'armes nucléaires sont régulièrement entraînés aussi dans le cadre de scénarios fondamentalement conventionnels.

L'empreinte idéologique du gouvernement russe et l'évolution historique de cet espace donnent des indications sur l'ampleur des ambitions de la Russie en Europe de l'Est. L'Ukraine, où une guerre sévit depuis 2014 avec de fragiles et périodiques cessez-le-feu, restera au centre de l'attention. Le contrôle à long terme de l'Ukraine revêt une importance cruciale pour l'établissement d'une zone d'influence russe. Comme le montrent les événements en lien avec l'Ukraine depuis 2014, la Russie n'hésite pas non plus à déployer des moyens militaires. Plus au nord, le Bélarus a de nouveau été fortement intégré dans le champ de pouvoir russe au cours de ces dernières années. Son économie dépend en grande partie de l'économie russe. Depuis la crise ukrainienne, le président Alexander Loukachenko s'efforce d'éviter un scénario à l'ukrainienne, soit une guerre sur son territoire, et encourage dès lors le développement du Bélarus en tenant compte des intérêts russes. Les trois États baltes que sont l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie sont membres de l'OTAN et de l'UE depuis 2004, raison pour laquelle la Russie évite une confrontation ouverte avec ces pays. Ils subissent toutefois déjà une forte pression russe, qui va vraisemblablement encore augmenter

dans les années à venir. Outre l'application de moyens de pression politiques, économiques et propagandistes, des attaques cybernétiques sont possibles aussi, avec des conséquences bien plus graves que jusqu'à présent.

La Russie et la Suisse

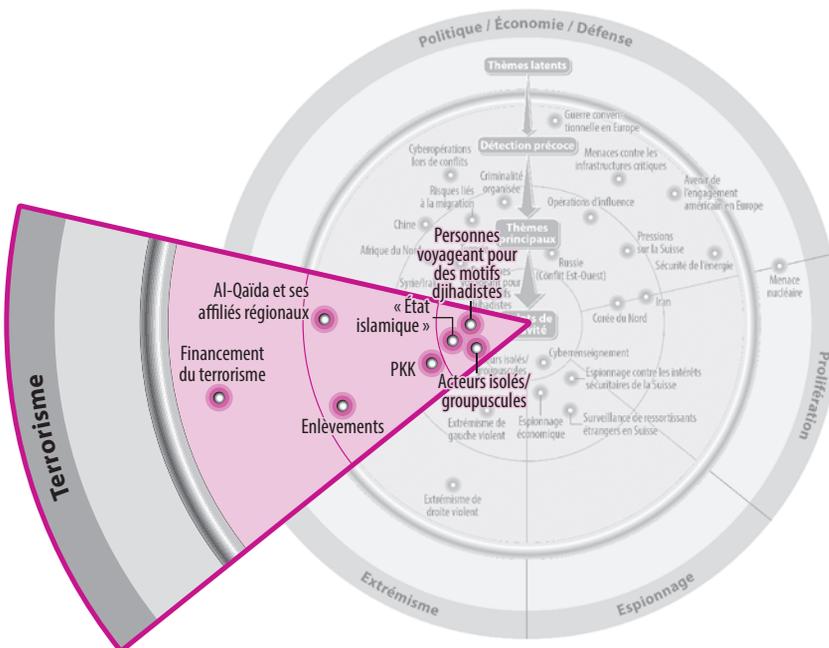
La consolidation interne de la politique et de l'économie crée le cadre nécessaire pour que la Russie, même dans ce qui sera probablement le dernier mandat du président Poutine, maintienne une pression élevée sur l'Europe de l'Est. Les dix dernières années ont été caractérisées par une dégradation permanente des rapports entre la Russie et l'Occident transatlantique. Les témoins visibles en sont la guerre de Géorgie en 2008 et la crise ukrainienne en 2014 ainsi que les sanctions occidentales consécutives qui ont été prononcées à l'encontre de la Russie, lesquelles ont encore été accentuées au cours de ces quatre dernières années. À l'heure actuelle, il ne semble pas que les rapports entre la Russie et l'Occident aient atteint le creux de la vague. Il est au contraire bien plus probable que ces rapports se dégraderont encore, suivant en cela la tendance de ces dernières années. Les tensions entre la Russie d'un côté et l'OTAN et l'UE de l'autre auront également toujours des conséquences sur la Suisse. À la suite de la crise ukrainienne, la Suisse a pris des mesures afin d'éviter d'être utilisée pour contourner des sanctions. De plus, en sa qualité de pays libre de toute alliance, la Suisse revêt pour la Russie aussi une importance particulière comme place commerciale et financière internationale. Il en résulte des exigences particulières, notamment pour ce qui est de la gestion des actifs de l'élite russe. ■



Le terrorisme et l'extrémisme violent pour motifs djihadistes et ethno-nationalistes

En Europe, la menace terroriste résulte principalement de la mouvance djihadiste et plus particulièrement de ses deux principaux acteurs, l'« État islamique » et Al-Qaïda. L'« État islamique » et les individus ou petits groupes qui lui sont affiliés ou qui sont inspirés par cette organisation restent la composante principale de cette menace. La menace que représente Al-Qaïda est toujours d'actualité. En Suisse, la menace d'actes terroristes reste élevée. De plus, des citoyens suisses peuvent dans de nombreux pays étrangers être les victimes d'enlèvements et d'attentats commis par des acteurs terroristes.

Le terrorisme et l'extrémisme violent pour motifs ethno-nationalistes restent eux aussi des éléments importants pour la situation de la menace en Suisse. En Europe occidentale, le PKK est en particulier à même de mobiliser à court terme ses sympathisants pour des manifestations et des actions coordonnées. Un face-à-face entre groupes kurdes et nationalistes turcs peut dans ces cas entraîner des actes de violence.



LA SITUATION

La menace reste élevée

La menace terroriste en Europe résulte principalement de la mouvance djihadiste et de ses deux principaux acteurs, l'« État islamique » et Al-Qaïda. L'« État islamique » et les individus ou petits groupes qui lui sont affiliés ou qui sont inspirés par cette organisation restent la composante principale de cette menace. La menace que représente Al-Qaïda persiste. Les affiliés régionaux de ces deux organisations terroristes constituent une menace pour les intérêts occidentaux, et donc suisses, essentiellement dans leurs zones respectives d'opération.

Le Califat perd son territoire

C'est en 2014 et 2015, sous l'influence idéologique du noyau dur d'Al-Qaïda, que l'« État islamique » s'est développé à partir d'un groupe local sunnite-djihadiste implanté en Syrie et en Irak en une organisation et un mouvement terroristes djihadistes déterminants dans le monde. Soumis à une pression militaire croissante, au cours de l'année 2017, il a essuyé de nombreuses défaites dans ses principaux territoires en Syrie et en Irak. Après avoir perdu ces deux fiefs les plus importants, Mossoul en été 2017 et Raqqa en automne 2017, l'organisation a aussi perdu en quelques mois la quasi-totalité des zones qu'elle occupait encore. Ses structures proto-étatiques, y compris ses unités militaires conventionnelles, ont été anéanties à la fin de l'année 2017. Une grande partie de ses dirigeants et de ses combattants ont été tués lors des combats. Des milliers de combattants locaux

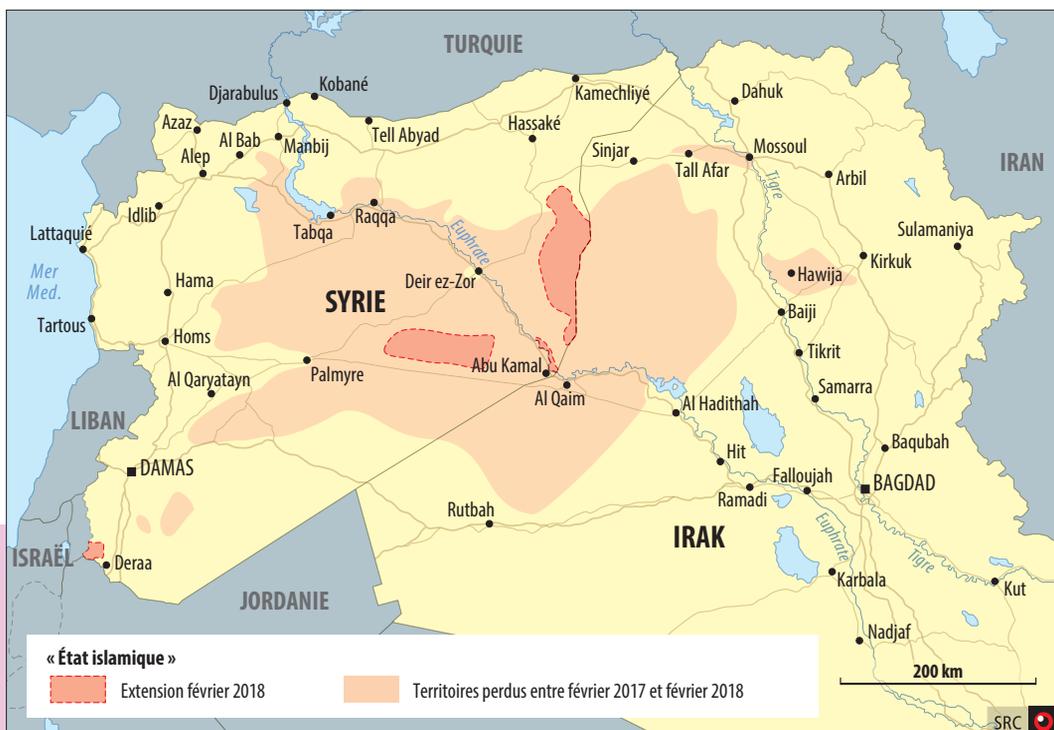
ont déserté et une partie d'entre eux se sont rendus. D'autres dirigeants et combattants se sont toutefois repliés dans les territoires perdus ou dans des pays voisins, d'où ils continuent à opérer organisés en cellules ou réseaux clandestins. Un petit nombre de combattants se sont joints à d'autres groupes djihadistes au Levant. En Syrie et en Irak, une grande partie des voyageurs du djihad ont été tués ou arrêtés par des forces locales de sécurité. D'autres ont poursuivi leur voyage pour rejoindre des pays tiers comme la Turquie, sont entrés dans la clandestinité ou sont retournés dans leur pays d'origine. Des déplacements importants vers d'autres zones de conflit occupées par des groupes djihadistes n'ont toutefois pas été observés.

L'« État islamique » a de la concurrence djihadiste en Syrie

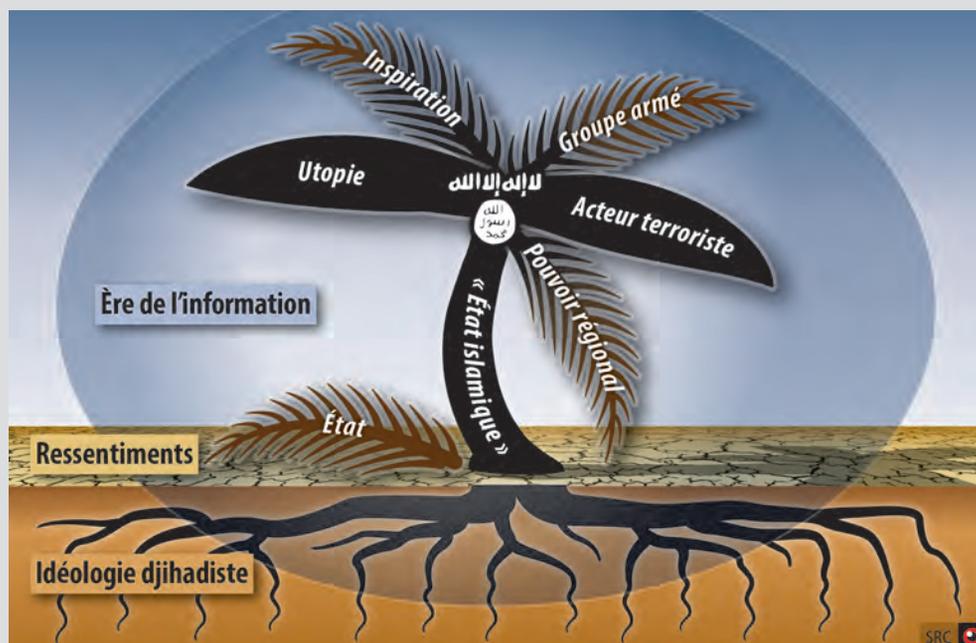
L'« État islamique » s'est depuis longtemps préparé à poursuivre son combat dans la clandestinité. À cet effet, il a durant la deuxième moitié de 2017 exfiltré de divers fronts des dirigeants, des combattants et leurs familles. Bon nombre de structures et de réseaux créés dans la région sont de ce fait restés en place. Malgré la perte des principaux territoires qu'il contrôlait, l'« État islamique » reste ainsi en mesure de marquer régulièrement sa présence tant en Syrie qu'en Irak avec des actions violentes et d'intimidation visant à saper les efforts de stabilisation et de reconstruction de ses adversaires.

En Syrie, à côté de l'« État islamique », c'est Hayat Tahrir al-Sham (HTS, Organisation de

libération du Levant) qui joue un rôle essentiel dans les milieux djihadistes. HTS est une alliance entre divers groupes et milices djihadistes. Il a été fondé en janvier 2017 lors de la fusion de quelques groupes et de Jabhat Fath al-Sham (auparavant Jabhat al-Nosra), proche du noyau dur d'Al-Qaïda. Dans la province syrienne d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, HTS vise surtout à se positionner comme la coalition leader de l'opposition armée contre le régime d'Assad et pour ce faire, conduit aussi des actions contre d'autres groupes d'opposition. Les chefs des plus importants groupes affiliés sont intégrés dans la direction de HTS. En 2017, il est toutefois clairement apparu qu'en raison de divergences idéologiques et de tensions personnelles, la cohésion interne de HTS est fragile.



L'« État islamique »



Le SRC considère toujours l'« État islamique » comme un phénomène global, dont l'idéologie salafiste-djihadiste transnationale se nourrit de ressentiments et se diffuse dans la sphère de l'information sous six formes plus ou moins marquées :

État

L'« État islamique » se veut un État au sens propre du terme. Ce but stratégique supérieur est maintenu, même si le premier projet de fondation d'un État, qui a duré environ trois ans et demi, a été réduit à néant fin 2017.

Groupe armé

Sur le plan organisationnel, l'« État islamique » doit aussi être compris comme un groupe armé. La lutte armée a longtemps joué un rôle de création d'identité et de cohésion au sein de l'organisation. Avec le démantèlement des structures proto-étatiques, les unités militaires conventionnelles qui opéraient auparavant ont été anéanties ou forcées à entrer dans la clandestinité.

Acteur terroriste

L'« État islamique » n'a jamais renoncé à répandre systématiquement la peur et la terreur et le terrorisme reste son mode d'action le plus important. Avec l'effondrement du califat, ce type d'activités devient central, comme aux premiers temps de l'organisation. Les activités terroristes de l'« État islamique », des soutiens et sympathisants qu'il inspire, se déroulent quasiment dans le monde entier. L'« État islamique » revendique aujourd'hui aussi des attentats qu'il n'a pas commis lui-même.

Pouvoir régional

La conduite stratégique de l'« État islamique » est assurée pour l'essentiel par quelques individus et par diverses « provinces », groupes terroristes et cellules qui lui sont affiliés en Syrie et en Irak, en Afrique et en Asie. L'effondrement du califat au Levant, où ses « provinces » de Syrie et d'Irak avaient temporairement formé un ensemble cohérent, ne change rien à cet ordre fondamental. L'in-

fluence de l'« État islamique » en tant que pouvoir régional a pourtant nettement diminué au cours du deuxième semestre de 2017, alors que les affiliés qui se trouvent hors de son territoire principal continuent à opérer indépendamment du développement de la situation en Syrie et en Irak. L'« État islamique » continue ainsi à avoir de l'influence dans de nombreuses zones de conflit dans le monde entier.

Inspiration

Avec son utilisation habile de la sphère de l'information, l'« État islamique » réussit à l'échelle mondiale à inspirer des personnes à commettre des actes avec ses soutiens et sympathisants décentralisés. En font partie des attentats terroristes, la diffusion de la propagande ou un soutien apporté par des dons. Vers la fin de 2017, les produits de sa propagande, diffusés en plusieurs langues, ont toutefois très nettement diminué sur le plan de la qualité et de la quantité. L'« État islamique » a beaucoup perdu de son ancienne attractivité.

Utopie

L'utopie d'un État islamique universel, le califat, où les musulmans peuvent vivre selon les règles islamiques, n'est pas nouvelle. L'« État islamique » a cependant réussi à la faire revivre. Malgré la forte pression internationale, il est parvenu pendant une longue période à attirer un grand nombre d'individus, à mettre en place une structure étatique rudimentaire, à la financer, à l'administrer et aussi à la défendre. Hors de Syrie et d'Irak, de nombreuses organisations djihadistes ont fait allégeance à l'« État islamique » et renforcé ainsi son influence et son pouvoir. Au contraire d'Al-Qaïda, l'« État islamique » a ainsi réussi à créer pour cette utopie les prémisses d'une réalité.

Le noyau dur d'Al-Qaïda veut rétablir son attractivité

Le dernier attentat sur sol européen revendiqué par Al-Qaïda remonte à janvier 2015 ; il a été perpétré contre la rédaction de « Charlie Hebdo » à Paris (France). L'absence prolongée d'actions couronnées de succès contre des intérêts occidentaux et d'une grande portée médiatiques a affaibli la position d'Al-Qaïda face aux groupes djihadistes concurrents. L'image du noyau dur d'Al-Qaïda s'est encore affaiblie lorsqu'en été 2016, Jabhat al-Nosra s'en est distancé. Comme l'« État islamique » a perdu son califat, le noyau dur d'Al-Qaïda s'efforce maintenant de rétablir son ancienne attractivité au sein du mouvement djihadiste global. Il tente pour cela d'installer à sa tête comme futur figure de proue Hamza ben Laden, le fils de son leader tué Osama ben Laden.

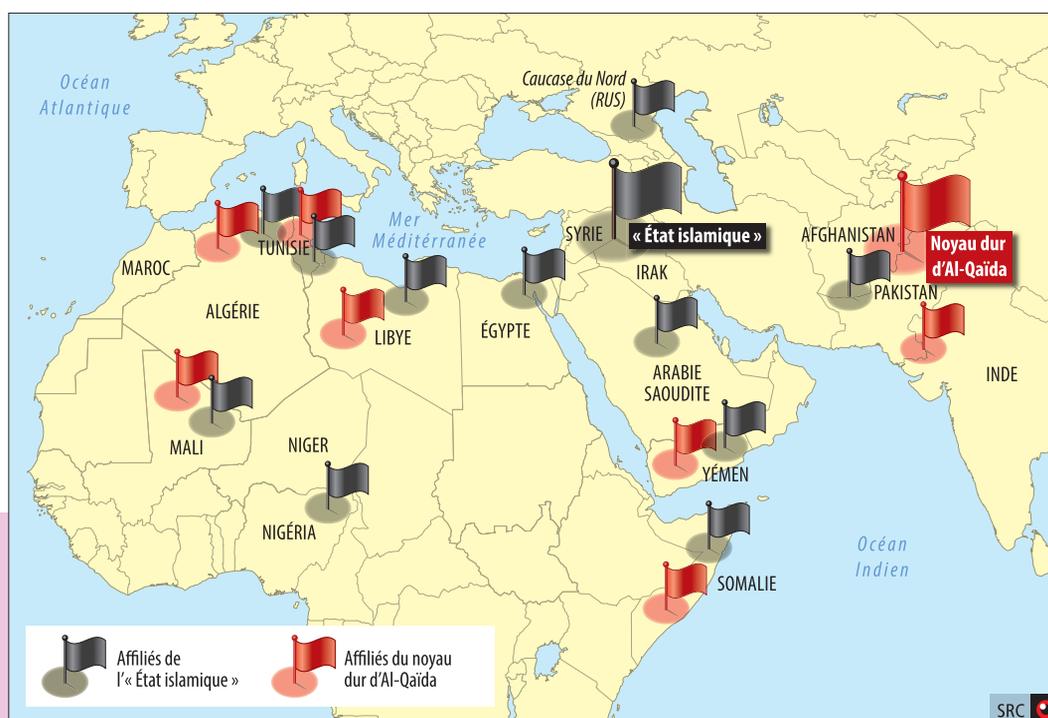
Les « provinces » et groupes affiliés de l'« État islamique » et d'Al-Qaïda

La coopération entre les structures fondamentales de l'« État islamique » ou d'Al-Qaïda

et de leurs groupes affiliés régionaux est plus ou moins développée. Ces derniers disposent généralement d'une autonomie assez élevée et suivent un agenda local. Quelques groupes affiliés, en plus d'en avoir l'intention, ont aussi les capacités et les moyens nécessaires pour viser des cibles djihadistes internationales. C'est ainsi que les affiliés locaux de l'« État islamique » en Égypte, par exemple, en plus d'attaques régulières contre les forces de sécurité égyptiennes, les coptes et d'autres musulmans, commettent parfois des attentats contre des cibles d'autres pays. L'attentat à la bombe contre un avion de ligne russe en octobre 2015 en est un exemple.

L'Afrique du Nord et de l'Ouest

En Égypte, au Maghreb et en Afrique de l'Ouest, plusieurs groupes djihadistes ont fait allégeance à l'« État islamique » ou à Al-Qaïda, et plus précisément à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). La Libye joue toujours un rôle important pour l'« État islamique » malgré la perte totale des territoires qu'il a temporairement contrôlés dans ce pays. Alors que l'« État



islamique » n'a plus de territoires en Libye, AQMI parvient à maintenir son influence dans une partie du pays. C'est en particulier le sud de la Libye qui lui sert de zone de repli et d'approvisionnement pour des actions au Mali et dans d'autres pays voisins.

Au Mali, la situation sécuritaire s'est fortement dégradée en 2015, notamment en raison des activités terroristes d'AQMI. Depuis, un plus grand nombre d'attentats sont aussi commis hors de la zone d'implantation d'AQMI contre des cibles dans de grandes villes d'Afrique de l'Ouest, de préférence fréquentées par des étrangers telles que des hôtels ou des restaurants. En janvier 2016, deux citoyens suisses se trouvaient parmi les victimes d'un attentat à Ouagadougou (Burkina Faso). Les enlèvements d'étrangers pour financer les activités terroristes ont également augmenté depuis 2015. Une Suissesse, enlevée en janvier 2016 au Mali, était toujours retenue en otage à la clôture du présent rapport. La menace terroriste au Mali s'est encore accentuée depuis mars 2017 à la suite du regroupement d'AQMI avec d'autres groupes djihadistes pour former une coalition nommée « Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans ». Cette fusion a abouti à une extension de la zone d'opération de ce groupe et entraîné une hausse du nombre d'attentats.

En Tunisie, au Maroc et en Algérie, la menace djihadiste et moins marquée, en raison entre autres de l'efficacité des autorités de sécurité de ces pays et d'une situation politique comparativement stable. Bien que les capacités en matière de lutte contre le terrorisme aient été développées en Tunisie au cours des deux dernières années, des attentats de cellules locales

de l'« État islamique » et d'AQMI menacent des intérêts étrangers, et donc suisses aussi, dans les zones côtières urbaines.

L'Afrique centrale et de l'Est

Dans les pays limitrophes du lac Tchad (Nigeria, Niger, Cameroun et Tchad), la situation sécuritaire est précaire en raison des activités de Boko Haram. Depuis 2009, des attentats contre la population civile et les forces de sécurité ont eu pour conséquence près de 20 000 victimes et plus de deux millions de personnes déplacées. En août 2016, le groupe Boko Haram s'est divisé et une des fractions a rejoint l'« État islamique » sous le nom de « Province de l'Afrique de l'Ouest ». La situation sécuritaire ne s'est pas améliorée pour autant. Les forces en charge de la sécurité dans cette région ne parviennent toujours pas à affaiblir les deux fractions de Boko Haram malgré une intensification et une meilleure coordination des actions menées contre l'un et l'autre de ces deux groupes. En Afrique de l'Est, le groupe Al-Shabaab contrôle toujours une partie substantielle des territoires de la Somalie et il continue aussi à constituer une menace pour le Kenya.

La péninsule arabique

Le conflit entre les milices Houthis et l'actuel gouvernement yéménite, soutenu militairement par l'Arabie saoudite, a permis à Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) de renforcer sa présence au Yémen. La volonté d'AQPA est d'attaquer des cibles occidentales, et ce groupe dispose des capacités nécessaires pour le faire. Pour l'instant, il se concentre toutefois en priorité sur des cibles locales. AQPA et l'« État isla-

mique » commettent régulièrement des attentats au Yémen. Comparé à AQPA, le rôle que joue l'affilié local de l'« État islamique » dans ce pays est cependant de bien moindre importance.

L'Afghanistan, le Pakistan et l'Asie du Sud-Est

De nombreux groupes militants islamistes et djihadistes sont présents en Afghanistan et sur le sous-continent indien. Outre des éléments du noyau dur d'Al-Qaïda et de son affilié local « Al-Qaïda dans le sous-continent indien » (AQSI), l'« État islamique » y est aussi implanté avec sa « Province du Khorassan » (ISKP). Malgré de lourdes pertes humaines, dont plusieurs de ses dirigeants, ISKP a jusqu'à présent réussi à se maintenir dans cette zone en collaborant avec d'autres organisations islamistes et djihadistes dans la région. ISKP a commis régulièrement des attentats d'une certaine ampleur en Afghanistan et au Pakistan.

Plusieurs groupes djihadistes sont depuis longtemps actifs en Asie du Sud-Est. En mai 2017, un groupe affilié de l'« État islamique » a pu enregistrer un succès important avec la prise sur l'île de Mindanao de la ville de Marawi, qui compte 200 000 habitants. Ce n'est qu'après plusieurs mois de siège, de combats meurtriers et après la mort des deux chefs locaux de l'« État islamique », en octobre 2017, que les forces de sécurité philippines ont pu annoncer que la ville avait été libérée. Ces longs mois de résistance ont été massivement exploités dans la propagande de l'« État islamique » et la lutte autour de Marawi déclarée comme nouvel objectif central pour les voyageurs du djihad de la région.

Attentats en Europe

La menace d'attentats commis par des individus isolés ou de petits groupes djihadistes est omniprésente dans toute l'Europe. L'analyse des principaux attentats perpétrés en Europe entre 2015 et 2017 (voir graphique) montre que leur nombre a connu une hausse constante au cours des trois dernières années. Depuis février 2017, l'Europe a connu une vingtaine d'attentats réussis ou échoués, dont quatre ont fait de nombreuses victimes et blessés. Leur point commun : ils ont tous été commis dans le centre de villes d'une certaine taille contre des passants, des policiers en uniforme ou des militaires. Ces actes ont dans leur grande majorité été perpétrés par des individus isolés et n'ont nécessité que peu d'efforts logistiques. C'est ainsi que près de trois attentats sur quatre ont été commis à l'arme blanche ou au moyen de véhicules, parfois avec des explosifs, mais rarement avec des armes à feu. Tous les auteurs s'étaient laissés inspirer par la propagande de l'« État islamique ». Un lien direct avec cette organisation n'a toutefois pas pu être prouvé pour aucun d'entre eux. Et ce même s'ils ont agi dans le sens des appels lancés par l'« État islamique » et, dans certains cas, en son nom ou encore si ces actes ont été par la suite revendiqués par l'« État islamique ».

Les auteurs étaient tous des hommes de confession musulmane, âgés de 17 à 53 ans (moyenne d'âge : 30 ans environ) ; la plupart d'entre eux vivaient dans le pays où ils ont commis leur acte, voire même à proximité du lieu de l'attentat. Bien qu'issus de l'immigration, ils étaient nés et/ou avaient acquis la nationalité du pays concerné. La moitié environ des auteurs

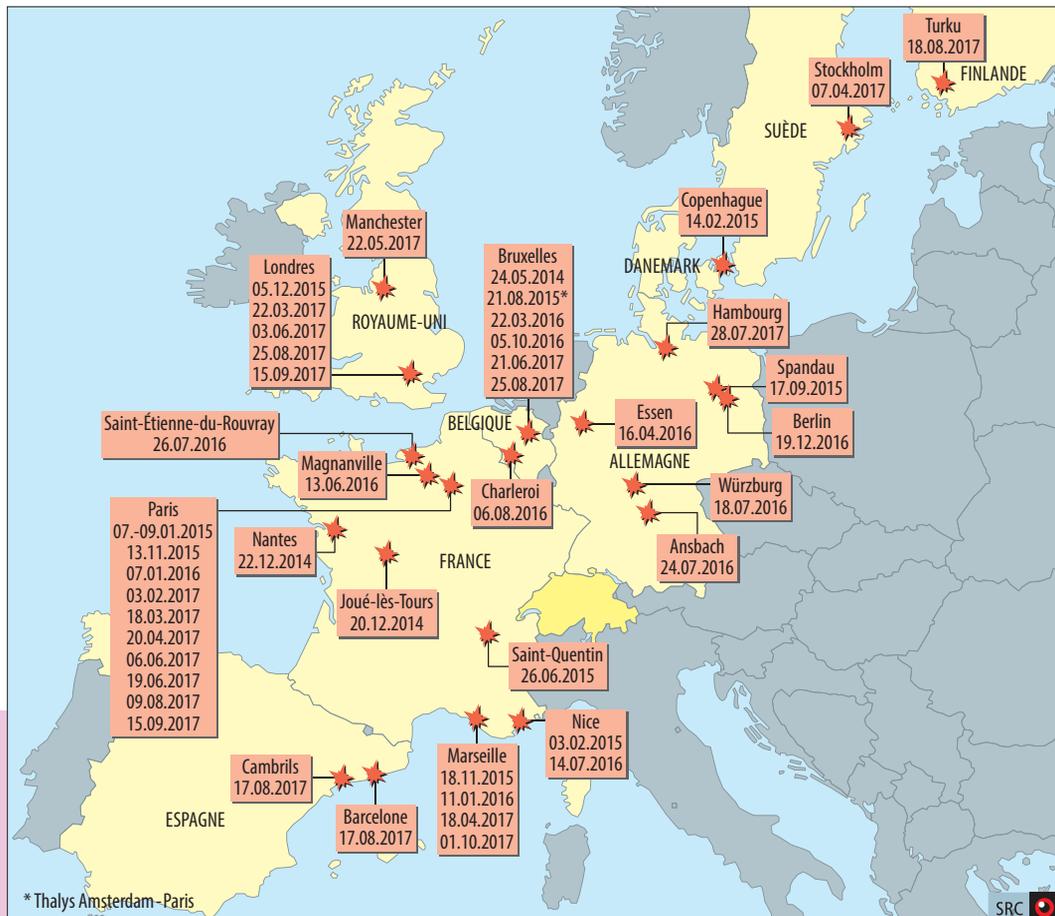
avaient des origines nord-africaines. Beaucoup d'entre eux n'étaient pas connus des autorités de sécurité ou n'avaient attiré leur attention que pour des délits mineurs.

Radicalisation en Suisse

Dans le domaine du terrorisme djihadiste, la Suisse est toujours confrontée au phénomène de la radicalisation. Malgré la perte de territoires subie par l'« État islamique » et la diminution tant qualitative que quantitative des activités de propagande de cette organisation terroriste, des personnes très diverses continuent à être attirées par les idées et l'idéologie que prône le terrorisme djihadiste. Le SRC constate qu'en Suisse, la majorité des internautes qui ont attiré l'attention dans le cadre de l'observation de sites djihadistes sur Internet continuent plutôt à

sympathiser avec l'« État islamique », bien que le soutien à Al-Qaïda ait proportionnellement à nouveau augmenté.

Au-delà de la consommation de contenus djihadistes sur Internet, les contacts personnels jouent un rôle tout aussi déterminant dans le cadre d'une radicalisation. De plus en plus souvent, ces contacts sont sciemment noués en dehors d'une institution, d'une mosquée par exemple. Comme dans d'autres pays, certaines personnes radicalisées en Suisse se consacrent au recrutement. Elles s'emploient dans leur propre entourage à gagner des personnes au salafisme et finalement au djihad. Des relations transfrontalières, utilisées aussi pour le recrutement, existent en particulier dans les zones à forte concentration urbaine proches de la frontière.



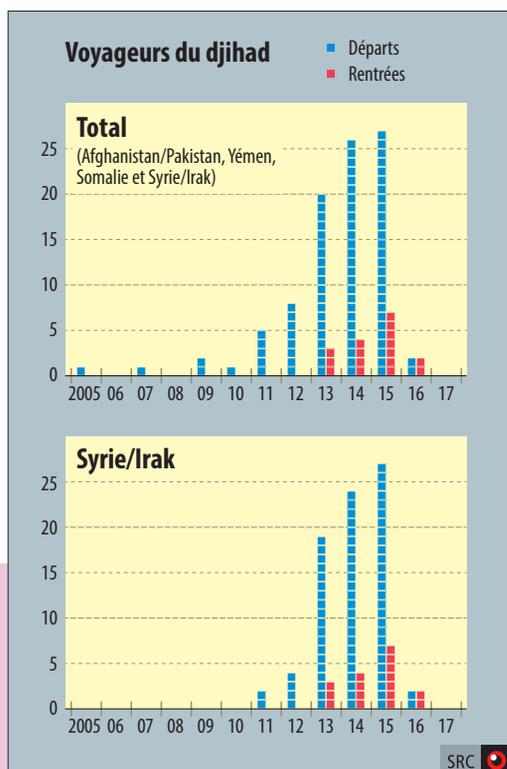
Plusieurs mesures ont été évaluées et mises en œuvre afin de contrecarrer les activités de recrutement des réseaux salafistes. Il a ainsi été démontré que des mesures au niveau communal et cantonal, telles que le refus d'octroi d'une autorisation par la police, représentent le moyen le plus efficace pour empêcher la tenue d'actions de distribution de Corans « Lis ! ». Cette approche, mise en œuvre de manière conséquente à partir du printemps 2017, a conduit à un recul significatif des actions de distribution « Lis ! ». D'autres tentatives isolées de la part d'activistes « Lis ! » de lancer des actions similaires sous les noms de « Free Quran » ou « We love Mohammed » ont également pu être empêchées.

En matière de radicalisation, des prisons se retrouvent aussi de plus en plus fréquemment dans le viseur des autorités de sécurité. Plusieurs attentats récents à l'étranger ont été commis par des acteurs qui se sont radicalisés pendant leur détention ou qui avaient radicalisé d'autres détenus. En Suisse aussi, les autorités de sécurité ont constaté des processus de radicalisation dans

certains établissements pénitenciers. Depuis juillet 2016, les services de sécurité suisses sont également confrontés à la problématique des personnes radicalisées qui sont relâchées après avoir purgé une peine de prison, mais qui représentent toujours une menace pour la sécurité de la Suisse en raison de leur idéologie. Le fait que certaines personnes radicalisées n'ayant pas la nationalité suisse ne peuvent pas être expulsées renforce encore ce problème.

Indices sur la planification d'attentats

Les autorités fédérales compétentes en matière de sécurité reçoivent et traitent régulièrement des signalements se rapportant directement ou indirectement à des idées, des intentions ou des activités de préparation relatives à un éventuel attentat en lien avec la Suisse. Dans ce contexte, l'existence de liens directs plus fréquents avec l'« État islamique » a été constatée en Suisse. C'est sur la base de ces éléments que plusieurs personnes ont été arrêtées ou certaines d'entre elles déjà condamnées.



Cessation quasi totale des voyages pour motifs djihadistes

Depuis l'été 2015, le nombre des personnes qui entreprennent depuis la Suisse un voyage pour motifs djihadistes dans des territoires de conflits a très sensiblement diminué. Depuis août 2016, le SRC n'a identifié aucune personne ayant quitté la Suisse pour se rendre dans une zone du djihad. Ce développement est cohérent avec la propagande de l'« État islamique ». En 2017, celui-ci a en effet à plusieurs reprises appelé à ne plus tenter de rejoindre le califat, mais à commettre sur place des attentats en son nom.

L'effondrement du califat au Levant n'a pas entraîné pour le moment de hausse significative du nombre de personnes revenues en Europe à partir de zones du djihad. En Suisse, aucune personne de retour au pays n'a été enregistrée depuis le début de 2016. Des pays tiers comme la Turquie ou les pays d'origine des parents ou

des grands-parents se présentent comme alternatives possibles. Divers États européens se voient confrontés au fait que de plus en plus de conjoints et de mineurs se trouvent parmi les personnes qui rentrent au pays après avoir fondé une famille dans le califat. À ce jour, le SRC a connaissance parmi les voyageurs du

Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent

Le Réseau national de sécurité (Confédération, cantons, villes, communes) a présenté en décembre 2017 son Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Le Conseil fédéral a pris acte de ce plan et annoncé son intention d'en soutenir la mise en œuvre avec le financement d'un programme d'impulsion d'une durée de cinq ans. Ce plan est destiné à la prévention, un des quatre domaines fixés dans la Stratégie de la Suisse pour la lutte antiterroriste, approuvée par le Conseil fédéral en septembre 2015. Il s'agit, entre autres, d'utiliser des instruments de détection précoce, d'introduire un concept de gestion des menaces et d'élaborer des mesures favorisant le désengagement et la réintégration. Le plan d'action recommande aussi diverses mesures de formation pour des professionnels et personnes clés de différents domaines et souligne l'engagement au niveau de la politique extérieure pour éviter l'extrémisme violent. Il prévoit aussi des mesures de soutien et de renforcement pour les acteurs importants ciblés par la prévention, tels que les enfants, les adoles-

cents et les femmes. Ces mesures doivent être mises en œuvre par les autorités en coopération avec la société civile et si possible poursuivre et intégrer des mesures et des programmes en cours. Le plan cite les offices et points de contact auxquels peuvent ou doivent s'adresser tous ceux qui se trouvent confrontés à des questions sur une éventuelle radicalisation. Ces services sont en partie administrés par la police. C'est à la police aussi que doivent ou peuvent s'adresser toutes les personnes disposant d'indices sur des radicalisations, des activités extrémistes violentes ou des activités terroristes. Des signes ou des agissements suspects peuvent être signalés auprès de chaque poste de police ou, dans les cas urgents, au numéro d'appel 117 de la police. Cette dernière peut ainsi intervenir sans perte de temps. Les communications provenant de la population peuvent ainsi être traitées de manière efficace par les corps de police cantonaux et communaux et au besoin être transmises aux services spécialisés compétents ou à d'autres autorités en charge de la sécurité.

Le plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent peut être consulté en ligne à l'adresse suivante :

<https://www.ejpd.admin.ch/dam/data/ejpd/aktuell/news/2017/2017-12-04/171204-nap-f.pdf>

djihad d'une dizaine de femmes et d'une vingtaine d'enfants présentant un lien direct avec la Suisse. La compétence pour ces cas relève des autorités de poursuite pénale.

Potentiel élevé de mobilisation du PKK

En Turquie, les activités terroristes en lien présumé avec le PKK ont diminué par rapport à 2016. Les combats entre le bras armé du PKK et les forces de sécurité turques se poursuivent par contre dans la région et causent des pertes humaines de part et d'autre. Après la tentative de putsch de juillet 2016, la Turquie a décrété l'état d'urgence, l'a prolongé depuis à plusieurs reprises et agi contre tous les opposants, dont le PKK.

Dans les territoires kurdes au nord de la Syrie, la branche syrienne du PKK, le Parti de l'union démocratique (PYD) défend avec sa milice YPG (Unités de protection du peuple) les territoires qu'elle contrôle, appelés Rojava ou Système fédéral démocratique de Syrie du Nord. Outre la liberté exigée pour son leader historique, Abdullah Öcalan, la priorité du PKK est d'assurer la survie du Rojava et d'en obtenir une reconnaissance internationale. L'envoi de troupes par le gouvernement central irakien et les sanctions économiques de l'Iran et de la Turquie après le référendum pour l'indépendance du territoire kurde au nord de l'Irak, en automne 2017, ont eu lieu sans représailles de la part du PKK.

En octobre 2017, des rumeurs sur l'état de santé d'Öcalan ont entraîné dans toute l'Europe des manifestations, qui se sont en général déroulées sans violence. Les participants aux manifestations protestaient en particulier

contre l'interdiction de visite décrétée par le gouvernement turc. En Suisse, la plupart des actions de protestation n'ont que rarement été accompagnées de violence. Les cadres du PKK y ont veillé en contrôlant étroitement les jeunes activistes, mais aussi les extrémistes de gauche qui se joignent à eux. Les fonds destinés au soutien de la cause kurde ont connu une hausse par rapport aux années précédentes. En ce moment, une certaine frustration se fait ressentir parmi les sympathisants du PKK face à l'attitude de l'Europe, qu'ils considèrent comme trop passive vis-à-vis du conflit dans les territoires kurdes.

Transactions financières en lien avec le terrorisme

En Suisse, peu d'activités sont actuellement soupçonnées de servir au financement du terrorisme. En 2017, une légère augmentation des transactions en Suisse et à partir de la Suisse, suspectées d'être destinées à soutenir des activités islamistes ou djihadistes, a pourtant été constatée. Il s'agit en général de sommes peu importantes, difficiles à identifier. L'indicateur le plus important est fourni par les communications de soupçons que les intermédiaires financiers transmettent au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS), cas sur lesquels ce bureau rédige chaque année un rapport accessible au public.

L'APPRÉCIATION

Pour l'instant, l'« État islamique » reste déterminant

Malgré la perte quasi-totale de ses territoires en Irak et en Syrie, l'« État islamique » représente toujours une menace terroriste significative pour l'Europe. Bien que sous une forme fortement limitée, il demeure opérationnel dans ses territoires. Aucune autre organisation djihadiste au Levant n'a jusqu'à présent pu reprendre la position dominante de l'« État islamique ». Aucune organisation à même de pouvoir prendre sa suite n'est identifiée. L'« État islamique » reste donc pour l'instant l'organisation terroriste djihadiste déterminante dans le monde. Mais en tant que telle, il a perdu beaucoup de son ancienne puissance et de son prestige.

Repli dans la clandestinité

Le repli dans la clandestinité et la poursuite du combat djihadiste sous forme de mouvement décentralisé de résistance avec des tactiques de guérilla et des actions terroristes ne doit pas être interprété comme une évolution de sa stratégie. C'est une adaptation du mode d'action visant à atteindre des buts stratégiques en utilisant la violence. En étant repoussé ou en se repliant dans la clandestinité, l'« État islamique » se retrouve dans la situation dans laquelle il s'est développé avec succès à ses débuts. Mais il peut s'appuyer aujourd'hui sur un vaste réseau qui s'étend bien au-delà de la Syrie et de l'Irak et sur une expertise acquise pendant de nombreuses années. Cette organisation ter-

roriste, au-delà de son territoire d'origine, est aujourd'hui bien plus fortement ancrée et interconnectée au niveau transnational qu'elle ne l'était lors de la proclamation du califat à l'été 2014. Ainsi, des structures médiatiques et des cellules logistiques décentralisées de l'« État islamique » devraient toujours exister. Au final, la diffusion de son idéologie sur Internet ne dépend pas d'un lieu géographique précis. S'ajoute à cela, selon le SRC, que l'important terreau sur lequel l'idéologie djihadiste a pu se développer est devenu encore plus fertile. En effet, même après l'effondrement du califat, les arabes sunnites restent dans l'ensemble les perdants dans le Levant.

Perte des sources les plus importantes de revenus

En perdant les territoires sous son contrôle, l'« État islamique » a aussi perdu ses principales sources de revenus (impôts, vente de pétrole, de gaz et de biens culturels, amendes). Les réseaux et cellules qui subsistent se financent de ce fait de plus en plus par le biais d'activités relevant du crime organisé (chantage, racket, rançons, vols, etc.). Mais avec la perte des territoires, des unités militaires et des services administratifs d'importants postes de dépenses ont aussi disparu. Qui plus est, la diffusion de l'idéologie et la propagande via Internet peut se faire à moindre coût et peut être poursuivie même en situation financière et militaire précaire.

Al-Qaïda toujours dans l'ombre de l'« État islamique »

La menace qui émane d'Al-Qaïda est toujours d'actualité. S'il est vrai que le noyau dur d'Al-Qaïda a perdu une grande partie de ses capacités opérationnelles et de ses ressources, son but est toujours de commettre des attentats contre des cibles occidentales. Ses divers affiliés régionaux continuent en partie à exercer une influence marquée dans leurs zones d'opération – par exemple Al-Qaïda dans la péninsule arabe (AQPA), Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Al-Qaïda dans le sous-continent indien (AQSI) ou encore Al-Shabaab en Somalie. Ils diffusent toujours l'idéologie djihadiste internationale et encouragent des attentats visant l'Occident.

La menace dans plusieurs régions de l'Afrique reste élevée

Les activités de groupes djihadistes tels que les groupes affiliés de l'« État islamique », d'AQMI et aussi de Boko Haram et d'Al-Shabaab conduisent à une menace terroriste élevée dans plusieurs régions d'Afrique. Les cellules de l'« État islamique » qui subsistent en Libye tentent de se réorganiser. Elles devraient toujours être en mesure de commettre ponctuellement des attentats dans ce pays. Qu'elles parviennent à rétablir leur influence et

par conséquent un contrôle sur des territoires libyens, comme ce fut le cas en 2016, est toutefois considéré par le SRC comme peu probable à court ou moyen terme.

Pour les groupes djihadistes en Afrique de l'Ouest et du Nord, les intérêts occidentaux constituent toujours des cibles légitimes. En Afrique de l'Ouest et dans la région du lac Tchad, la menace émane principalement d'AQMI et de ses alliés ainsi que de Boko Haram. Sur l'agenda djihadiste international, les membres des contingents internationaux ou des civils occidentaux au Mali devraient toujours représenter des cibles privilégiées. En Somalie, le groupe al-Shabaab considère aussi comme cibles légitimes tous les alliés du gouvernement, qu'ils soient nationaux ou internationaux.

En Europe, la menace djihadiste persiste

Même si la puissance, l'attractivité et la crédibilité de l'« État islamique » ont très sensiblement décliné depuis l'été 2017 et que le califat s'est effondré fin 2017, cette organisation et son idéologie djihadiste représentent toujours une menace terroriste significative pour l'Europe et pour la Suisse. Même affaiblis, les cellules et réseaux de cette organisation qui soutiennent des activités terroristes en dehors de la Syrie et de l'Irak restent actifs, tant sur le plan physique que virtuel. Au vu du



nombre d'attentats commis en Europe depuis 2015 et de l'évolution de la situation décrite ci-dessus, la menace terroriste demeure élevée voire même très élevée dans de nombreux pays européens. Il faut par conséquent toujours s'attendre à des attaques peu complexes perpétrées par des individus ou de petits groupes isolés, ainsi qu'à des actions complexes. Les attentats commis par des auteurs isolés ou petits groupes inspirés par le djihad et qui ne nécessitent que peu de moyens logistiques ne sont pas tributaires des capacités de l'« État islamique » ou d'Al-Qaïda en tant qu'organisations. En règle générale, ces auteurs isolés ou ces petits groupes agissent spontanément, sans directives ni soutien financier de l'extérieur. Même les attaques complexes de plus grande envergure au moyen d'explosifs ou de produits chimiques simples tels que des gaz toxiques (par ex. gaz de chlore) ne nécessitent que peu d'efforts logistiques et de ressources. Leurs auteurs doivent toutefois disposer d'une certaine expertise. Les djihadistes ne devront dès lors pas uniquement avoir la volonté de passer à l'acte, mais ils devront également avoir les connaissances nécessaires à la mise en œuvre de ces attaques, qu'elles soient rudimentaires ou plus complexes. Le SRC estime que l'effondrement du califat de l'« État islamique » ne devrait pour le moment réduire que la menace d'attaques complexes, directement pilotées et exécutées par l'organisation elle-même.

La Suisse en tant que cible possible

Aux yeux des djihadistes, la Suisse appartient au monde occidental qu'ils estiment opposé à l'islam et représente donc une cible légitime.

Selon l'appréciation du SRC – fondée sur la propagande djihadiste ainsi que sur les attaques réussies ou déjouées – ce sont d'autres pays qui constituent des cibles prioritaires. En cas d'attaques sur le territoire suisse, les intérêts d'autres États considérés par les djihadistes comme opposés à l'islam ou jouant un rôle prépondérant dans la lutte contre le djihadisme sur la scène internationale pourraient de ce fait en être la cible. Des intérêts juifs peuvent également être visés.

Le SRC estime qu'à l'heure actuelle, des attaques nécessitant peu de moyens logistiques, perpétrées par des auteurs isolés ou de petits groupes, constituent la menace la plus probable en Suisse. Selon l'appréciation du SRC, le risque d'une attaque par imitation augmente temporairement en Suisse après chaque attaque à l'étranger. Les auteurs de tels actes ne doivent pas obligatoirement être motivés par le djihad, ils peuvent aussi avoir d'autres motifs. En Suisse, se sont essentiellement des personnes radicalisées qui ont été inspirées par la propagande djihadiste et par des contacts dans leur entourage, mais qui ne sont pas en contact direct avec un groupe ou une organisation djihadiste, qui entrent en ligne de compte. Cela concerne également des auteurs présentant des troubles psychiques et dont la radicalisation est plutôt une conséquence de leur pathologie qu'une conviction idéologique. La Suisse peut aussi être utilisée par les djihadistes comme base logistique pour la préparation d'attentats à l'étranger ou comme pays de transit. L'exemple le plus récent est celui de voyages de deux personnes qui étaient impliquées dans les attentats à Barcelone et Cambrils en août 2017.

À gauche :
un utilisateur entretenant des liens avec la Suisse
partage une vidéo de martyr.

Dans les zones d'opération de groupes djihadistes à l'extérieur de l'Europe, le risque que des citoyens suisses deviennent les victimes occasionnelles d'enlèvements ou d'actes de violence demeure inchangé.

Moins de voyageurs du djihad en lien avec la Suisse

En comparaison des voyageurs motivés par le djihad, les djihadistes radicalisés en Suisse (« homegrown ») ont gagné en importance du point de vue de l'évaluation de la menace. Le recul du nombre de voyageurs du djihad qui présentent des liens avec la Suisse est dû à plusieurs facteurs. Des témoignages sur la dureté des conditions de vie sur place ainsi que l'effondrement du califat ont entraîné une diminution de l'attrait de la Syrie et de l'Irak pour des combattants motivés par le djihad. En outre, le renforcement des contre-mesures prises sur les itinéraires de voyage vers la Syrie et l'Irak a rendu le passage vers la zone de conflit bien plus difficile. Enfin, les appels lancés par l'« État islamique » de ne plus rejoindre son territoire mais de commettre des attentats dans son propre pays d'origine ou de résidence devraient eux aussi avoir été entendus.

Quitter la zone de conflit en Syrie et en Irak est aussi difficile. La plupart des voyageurs du djihad qui ont survécu ont de plus conscience qu'ils se trouveraient confrontés aux autorités de poursuite pénale, raison pour laquelle ils

tentent de passer dans la clandestinité ou de poursuivre leur voyage vers un pays tiers.

Par conséquent, le SRC ne s'attend pas à une vague significative de retours de voyageurs du djihad qui présentent un lien avec la Suisse, mais à quelques cas seulement. Il part toutefois du principe que des voyageurs du djihad provenant de Suisse se sont mariés et ont eu des enfants dans la zone de conflit. D'éventuels individus rentrant en Suisse pourraient ainsi être accompagnés de personnes et de mineurs jusqu'alors inconnus, ce qui constituera de nouveaux défis pour les autorités à tous les niveaux (questions juridiques, problèmes d'intégration à long terme, questions relatives à la sécurité). Le démantèlement de l'« État islamique » n'étant que partiellement observé, il faudra sans doute encore un à deux ans supplémentaires afin de pouvoir évaluer avec plus de précision la menace représentée par les voyageurs djihadistes de retour. L'utilisation ciblée des flux migratoires vers l'Europe et la Suisse par l'« État islamique » ou par d'anciens combattants djihadistes reste aussi réelle.

La polarisation peut favoriser la radicalisation

Dans les sociétés européennes, les attentats pour motifs djihadistes et les mouvements migratoires ont notamment contribué en 2015 à une augmentation des tensions et à un renforcement de la polarisation politique. Bien que dans une moindre mesure, ce constat est aussi valable pour la Suisse. Dans une partie de la communauté musulmane, cette polarisation peut venir renforcer le sentiment d'être opprimée et marginalisée et contribuer ainsi à la ra-



Un utilisateur entretenant des liens avec la Suisse partage une image de propagande du groupe « État islamique ».

dicalisation et à l'augmentation du potentiel de violence. Des groupes salafistes et djihadistes utilisent cette polarisation à leur profit.

Le conflit entre Turcs et Kurdes comporte des risques

Le PKK est en mesure de réagir à très court terme aux événements en lien avec le conflit dans les territoires kurdes avec des manifestations et d'autres actions qui peuvent être violentes. En Suisse, la menace actuelle émane essentiellement d'affrontements violents entre partisans du PKK et nationalistes turcs ou partisans du président turc Erdogan. Des provocations directes sont généralement à la base de ces affrontements. Des institutions et représentations turques (locaux d'associations, bureaux de voyage de la compagnie aérienne turque THY, organismes officiels) ainsi que les centres et mosquées fréquentés par des Turcs d'orientation nationaliste ou islamiste représentent des cibles potentielles du PKK.

En raison de l'état d'urgence en vigueur en Turquie, les voyageurs de tous pays risquent, à leur arrivée dans le pays déjà, d'être refoulés ou arrêtés au moindre soupçon d'être membres du PKK ou de fournir un soutien au terrorisme. Cela est aussi valable pour les partisans de Gülen. En outre, dans les villes turques d'une certaine taille, la menace d'attentats reste élevée.

Faible importance du financement du terrorisme

La place financière suisse ne joue pas un rôle central dans le financement du terrorisme. Les transactions en Suisse et à partir de la Suisse soupçonnées de financer des activités isla-

mistes ou djihadistes ont certes augmenté. De tels soupçons restent toutefois difficiles à étayer. Une fois l'argent transféré hors du pays, il devient quasiment impossible de suivre sa trace. Et la réelle importance des systèmes informels de transactions est difficile à évaluer en l'absence de possibilités de contrôle.

Le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent

Le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS) auprès de l'Office fédéral de la police (fedpol) joue un rôle de relais et de filtre entre les intermédiaires financiers et les autorités de poursuite pénale. Conformément à la loi sur le blanchiment d'argent, ce service national central reçoit, analyse et, si nécessaire, transmet aux autorités de poursuite pénale les communications de soupçons des intermédiaires financiers relatifs notamment au financement du terrorisme. Le MROS est aussi un service spécialisé qui établit tous les ans une statistique rendue anonyme sur l'évolu-

tion, entre autres, de la lutte contre le financement du terrorisme en Suisse et présente des typologies qui sont ensuite transmises aux intermédiaires financiers à des fins de formation. Le MROS n'est pas une autorité de police. Il est membre du Groupe Egmont, une association internationale de cellules de renseignements financiers (Financial Intelligence Units), dont le but est de créer les conditions nécessaires à un échange d'informations sécurisé, rapide et juridiquement admissible destiné notamment à la lutte contre le financement du terrorisme.

Les rapports annuels du MROS sont publiés sur Internet sous :

<https://www.fedpol.admin.ch/fedpol/fr/home/kriminalitaet/geldwaescherei/jb.html>



LES PERSPECTIVES

Les activités de l'« État islamique » se poursuivront

Pour l'instant, l'« État islamique » reste l'organisation terroriste déterminante dans le monde. Il va à court terme perpétrer lui-même des attentats aussi bien dans son principal territoire au Levant qu'à l'extérieur et continuer à inciter à commettre des actes terroristes en Europe.

Certains services de propagande et affiliés de l'« État islamique » continueront à diffuser activement de la propagande en ligne. Les connexions avec l'organisation-mère vont cependant devenir de plus en plus diffuses et ne pourront plus clairement être identifiées. Des personnes qui soutiennent l'idéologie djihadiste et des sympathisants vont agir de leur côté pour que les messages djihadistes se répandent le plus largement possible. Même si ces derniers seront à l'avenir moins fréquents, coordonnés et professionnels, de nouvelles personnes seront inspirées et radicalisées. Avec ses soutiens et ses sympathisants, l'« État islamique » va continuer à court et à moyen terme à marquer la situation de la menace terroriste.

La concurrence entre l'« État islamique » et Al-Qaïda s'accroît

Les défaites militaires de l'« État islamique » au Levant profitent aussi à Al-Qaïda. La concurrence pour le rôle de leader du mouvement djihadiste s'est intensifiée. En effet, malgré le rôle de leader que l'« État islamique » a acquis en peu de temps, il n'a jamais réussi à évincer

complètement le noyau dur d'Al-Qaïda et ses affiliés. L'issue de cette rivalité est incertaine ; elle dépendra du degré d'organisation même minimal que parviendra à maintenir l'« État islamique », du développement de sa propagande et de celle d'Al-Qaïda et du positionnement des diverses « provinces » et groupes affiliés ainsi que d'autres groupes djihadistes dans le monde – en particulier si la mort ou l'arrestation d'Abu Bakr al-Bagdadi ou d'Ayman al-Zawahiri devait être confirmée.

Si l'« État islamique » devait continuer à perdre de l'influence voire même à perdre sa forme actuelle et si le noyau dur d'Al-Qaïda devait rétablir son ancien rôle de leader de la mouvance djihadiste globale, alors Al-Qaïda et certains de ses groupes affiliés – compte tenu de leur aspiration intacte et des ressources à disposition – pourraient à nouveau commettre des actes terroristes à l'extérieur de leurs zones d'influence. Malgré l'effondrement du califat, les messages djihadistes continueront à trouver un terrain fertile.

Menace persistante dans une partie de l'Afrique

Dans diverses régions d'Afrique, des groupes djihadistes profitent d'une combinaison de facteurs déstabilisants. En font partie des tensions politiques et ethniques, des lacunes sécuritaires ou des situations socio-économiques tendues. Le SRC estime qu'à court ou moyen terme, une amélioration significative de ces situations est peu probable. Dans les régions d'Afrique men-

tionnées ci-devant, il faut par conséquent partir d'une menace persistante élevée. De plus, des groupes djihadistes rivaux devraient combattre à l'avenir aussi pour leur suprématie dans leurs zones respectives d'opération. Afin de renforcer leur position face à leurs rivaux, ces groupes s'efforceront de commettre des attentats spectaculaires et médiatiques ou à prendre en otage des ressortissants d'États occidentaux.

La menace pour la Suisse subsiste

En Europe et en Suisse, la menace terroriste émane principalement du terrorisme djihadiste. L'éventail de futurs actes terroristes va d'attentats peu complexes, commis par des individus isolés ou de petits groupes, à des opérations plus complexes avec des armes à feu, des explosifs ou des produits chimiques simples tels que des gaz toxiques. Des attaques nécessitant peu de moyens logistiques ou perpétrées par des auteurs isolés ou de petits groupes restent la menace la plus probable pour la Suisse. À l'étranger, des intérêts suisses peuvent également devenir la cible d'attentats ; le risque d'enlèvements persiste. De plus, il faut s'attendre à des cas isolés de djihadistes revenant en Suisse et parmi eux, à la présence de quelques personnes jusqu'ici inconnues des autorités.



Empêcher des individus isolés ou de petits groupes radicalisés de commettre des attentats est un défi de taille. Leur préparation clandestine et l'utilisation de moyens souvent facilement accessibles ou non suspects tels que des armes blanches ou des véhicules rendent leur détection à temps plus difficile. Certaines cibles peuvent plus ou moins être considérées comme menacées. Mais il n'est en définitive guère possible de prévoir à l'avance quelles cibles seront réellement visées – à moins de disposer d'indices concrets et crédibles.

La radicalisation, un problème de société

La problématique que des personnes surtout assez jeunes se radicalisent va persister en Suisse comme ailleurs et peut-être même s'accroître. Des groupes et organisations salafistes et djihadistes continueront à exploiter de manière ciblée les tensions sociales pour leurs activités de propagande afin de renforcer des sentiments négatifs dans la communauté musulmane et de gagner des personnes à leur cause. Les discussions autour de l'interdiction générale de camoufler son visage auront valeur de test pour ce pronostic.

Le conflit entre Turcs et Kurdes continue

Les manifestations et événements culturels du PKK devraient, à l'avenir aussi, se dérouler en grande partie sans violence. Il faudra néanmoins s'attendre, en Suisse aussi, à des débordements ponctuels et à des actions violentes, notamment à l'occasion de manifestations chargées émotionnellement. Les efforts destinés au recrutement devraient s'accroître. Le PKK est en permanence à la recherche de

Un utilisateur entretenant des liens avec la Suisse prie pour ses « frères » à Raqqa et Mossoul.

jeunes individus aptes et prêts à combattre sur le front ou intéressés par une carrière de cadres en Europe. Aussi bien les combattants tués en Turquie ou en Syrie que ceux revenus au pays sont considérés comme des héros et participent à la motivation de jeunes femmes et hommes kurdes à commettre des actes de vengeance ou par imitation.

Le risque de financement du terrorisme reste faible

La collecte d'argent soupçonné de servir à des fins terroristes se poursuivra. La place financière suisse pourrait être utilisée pour transférer cet argent. Le financement du terrorisme en Suisse devrait cependant rester de faible ampleur aussi dans le futur. Son volume pourrait toutefois s'accroître si des réseaux terroristes mettaient systématiquement à profit des systèmes alternatifs de transfert d'argent en Suisse. Les nouvelles technologies telles que l'utilisation des médias sociaux pour un financement participatif (crowdfunding) ou de devises virtuelles comme le bitcoin ne jouent jusqu'à présent qu'un rôle mineur. Par contre, l'importance du financement participatif est susceptible de s'accroître à l'avenir.

Les conseils aux voyageurs du DFAE

Le sentiment de sécurité est subjectif

Un Suisse a envoyé au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) un courriel depuis son lieu de vacances en Amérique centrale. Il écrit que des amis sur place lui ont recommandé de ne pas sortir seul la nuit, mais qu'il ne partage pas leur avis.

Il s'estimait en sécurité là où d'autres se sentaient menacés. Avec son vécu suisse, il lui était difficile d'évaluer correctement la situation sur place.

Conseils aux voyageurs

Dans un tel cas, les conseils aux voyageurs du DFAE peuvent fournir une base d'orientation. Ils mettent l'accent sur la situation politique et la criminalité et indiquent aux voyageurs les risques à l'étranger. En plus des informations spécifiques sur chaque pays, ils contiennent aussi nombre de recommandations générales pour la préparation et l'organisation de voyages.

Le revers de la médaille

Le Suisse en vacances en Amérique centrale a déclaré qu'il trouvait que les conseils aux voyageurs du DFAE, comme les recommandations de ses amis, étaient trop dramatiques et a ajouté qu'il n'avait pas été volé et ne s'était pas senti menacé.

Il est vrai que les conseils aux voyageurs se concentrent sur les risques, et c'est leur objectif. Alors que la publicité touristique vante les principales attractions et la beauté des plages, les conseils du DFAE présentent en quelque sorte le revers de la médaille.

Les conseils du DFAE se fondent sur des informations vérifiées et des observations sur un long terme. Si vous connaissez les risques et prenez des mesures de précaution, vous ne serez au mieux jamais confrontés à ce revers de la médaille.

Sources d'informations pour les conseils aux voyageurs

Les ambassades de Suisse à l'étranger sont la principale source des informations que contiennent les conseils aux voyageurs. Elles proviennent d'un vaste réseau de contacts : autorités du pays, entreprises suisses et particuliers installés dans le pays, organisations non gouvernementales locales et nationales, ambassades d'autres pays et contacts personnels. Lorsqu'il s'agit par exemple de la menace terroriste, des informations provenant de services de renseignement y sont ajoutées. Cette observation à long terme et les nombreuses sources d'information pour les conseils aux voyageurs du DFAE se différencient des reflets de la situation que donnent les « blogs » de voyageurs.

Attentats et enlèvements

Des attentats et des enlèvements font aussi partie du revers de la médaille. Ils provoquent beaucoup d'émotions et de réactions.

Lorsqu'aucun attentat ou enlèvement n'a eu lieu pendant un certain temps dans un pays ou une région déterminée, des services intéressés et des voyageurs demandent parfois au DFAE de ne plus évoquer ces risques dans ses conseils.

Mais l'argument décisif n'est pas depuis combien de temps aucun attentat ou enlèvement n'a eu lieu, mais si la menace existe toujours. On oublie par exemple facilement qu'au moment de clore la rédaction du présent rapport, plusieurs ressortissants d'États occidentaux, dont une Suissesse, sont toujours en otage dans la région du Sahel. C'est en particulier par rapport au risque de tels événements que les appréciations de la situation de services de renseignement sont d'une très grande importance pour les conseils du DFAE.

Lorsqu'un attentat est commis, des voyageurs inquiets attendent aussi souvent du DFAE qu'il déconseille rapidement d'entreprendre un voyage vers la destination qui a été touchée. En particulier lorsque leur assurance ou leur agence de voyages les informe que les frais d'annulation du voyage prévu ne seront pris en charge que si le DFAE recommande de ne pas se rendre dans le pays concerné.

Compte tenu de l'impossibilité de prévoir des attentats, le DFAE ne déconseille pas de manière générale d'entreprendre un voyage dans des villes ou des pays qui pourraient être touchés ou qui l'ont déjà été. Ce risque existe pratiquement dans chaque pays et surtout là où séjournent beaucoup de personnes. Le DFAE déconseille en revanche de se rendre dans des pays ou zones de pays où le risque d'enlèvements par des groupes terroristes est élevé. Car ces derniers choisissent souvent comme victimes des ressortissants étrangers pour formuler des revendications politiques. Des enlèvements peuvent durer des années et ils sont accompagnés de très lourdes épreuves tant physiques que psychiques pour les victimes et pour leurs proches.

Auto-responsabilité

Grâce à la multiplicité des sources, à une observation sur le long terme et à la consultation de divers services au sein du DFAE, les conseils aux voyageurs garantissent une appréciation aussi objective que possible de la situation.

Les tour-opérateurs et les assurances de voyages décident de façon indépendante si un voyage peut se dérouler ou si les frais d'annulation sont pris en charge. Vous pouvez vous aussi prendre en toute responsabilité la décision d'entreprendre un voyage ou non. Et c'est aussi à vous de décider de sortir ou non la nuit, et si oui dans quels lieux. Mais vous serez certainement bien conseillés si vous tenez compte des conseils aux voyageurs – et des recommandations de vos interlocuteurs sur place. ■

Liens sur Internet :

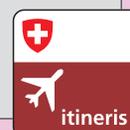
www.dfae.admin.ch/voyages

www.twitter.com/travel_edadfae

www.itineris.eda.admin.ch

Smartphone-App pour Android et iPhone :

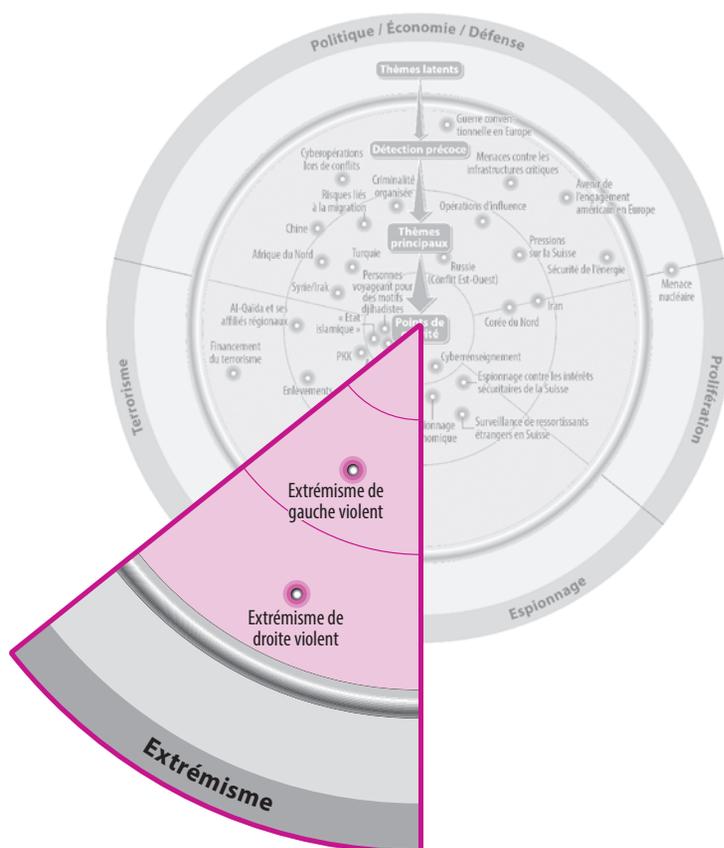
itineris





L'extrémisme de droite et de gauche

Le potentiel de violence de l'extrémisme de droite persiste, tandis que celui de gauche s'est aggravé dans un contexte de péjoration de la situation. Les actes violents motivés par l'idéologie d'extrême gauche ne sont pas uniquement dirigés contre des cibles matérielles, mais également contre des personnes considérées comme appartenant à l'extrême droite et en particulier contre les forces de l'ordre lors d'engagements de police. Les extrémistes de gauche font preuve d'une très grande agressivité à l'encontre des personnes. Ils assument le risque de porter atteinte à l'intégrité corporelle et à la vie de leurs cibles ou, dans certains cas, cherchent délibérément à le faire. En dehors de tels accrochages, l'année sous revue se distingue par une augmentation du nombre d'actes violents motivés par l'idéologie d'extrême gauche, ainsi que par le recours à des formes de violence plus intensives. Les milieux d'extrême gauche entretiennent et se servent de leurs relations avec des groupes violents d'extrême gauche basés à l'étranger. Quant aux milieux d'extrême droite, ils continuent à faire preuve de retenue. Le calme relatif dans le contexte de l'asile et de la migration a une influence sur leur comportement actuel, mais le potentiel de violence de l'extrême droite subsiste, notamment dans ce domaine.



LA SITUATION

Extrémisme de gauche : péjoration de la situation

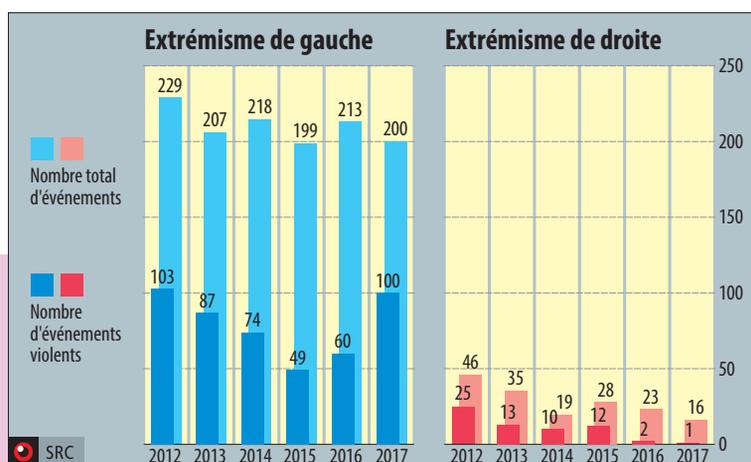
En 2017, le SRC a eu connaissance de 16 incidents dans le domaine de l'extrémisme violent de droite, et de 200 dans celui de gauche, simples graffitis mis à part. Pour l'extrémisme de droite, ce chiffre témoigne d'une baisse de près de 30 % des incidents, tandis que pour celui de gauche, il correspond à un recul de 6 %. Les faibles valeurs nominales ne permettent d'extrapoler aucune tendance des fluctuations annuelles. Néanmoins, sur plusieurs années, il apparaît à première vue que la tendance constatée depuis un certain temps déjà se confirme : les événements enregistrés liés à l'extrémisme de droite sont rares – en moyenne plus de trois semaines entre ceux-ci – en comparaison avec l'extrémisme de gauche, où il ne se passe pas deux jours sans incident.

Les événements accompagnés de violences sont plus pertinents dans le cadre de l'appréciation de la situation. En ce qui concerne l'extrémisme de droite, un seul incident a été constaté, confirmant par là la tendance sur plusieurs années. À l'inverse, les actes de violence liés à l'extrémisme de gauche ont progressé de plus de 30 % en chiffres absolus, portant leur

part relative à l'ensemble des événements motivés par l'extrême gauche de 28 à 50 %. Le même constat de péjoration de la situation est dressé si l'on considère l'intensité des actes de violence liés à l'extrême gauche : abstraction faite des actes de grave violence physique à l'encontre des forces de l'ordre dans le cadre de manifestations, les milieux d'extrême gauche avaient décidé depuis plusieurs années de faire preuve de davantage de modération. Les attaques à la peinture avaient remplacé les incendies, et les attentats à l'explosif s'étaient fait rares. En 2017, seuls deux attentats échoués à l'aide d'un dispositif explosif ou incendiaire non conventionnel ont été enregistrés. Depuis le printemps 2017 toutefois, les incendies criminels sont plus fréquents et la dimension symbolique perd de l'importance lors d'actes de sabotage. Les actions ne sont plus uniquement destinées à attirer l'attention, elles sont menées afin d'avoir un impact tangible, tel que, par exemple, empêcher une expulsion ou paralyser les transports publics.

L'extrémisme de droite

Les milieux d'extrême droite suisses agissent de manière discrète et sont à peine



Les événements motivés par l'extrémisme de droite ou de gauche annoncés au SRC depuis 2012 (sans les barbouillages)

perceptibles aux yeux du grand public. Le SRC n'enregistre que rarement des événements liés à l'extrême droite, même s'il faut également tenir compte des cas qui ne sont pas recensés. La retenue dont font preuve les extrémistes de droite est constatée depuis plusieurs années. Une attaque à l'arme blanche, commise sous l'influence de l'alcool en décembre 2017 au Tessin à l'encontre d'un individu aux convictions politiques opposées, constitue le seul acte violent lié à l'extrême droite pour l'année écoulée.

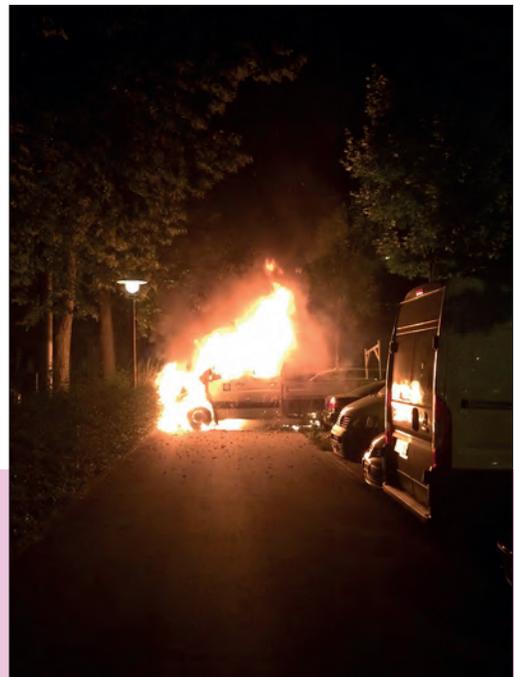
En 2017, le SRC a eu connaissance de trois concerts ayant eu lieu au sein des milieux de l'extrême droite. Ces événements ont été étroitement surveillés par les autorités, à l'instar de celui d'Unterwasser (SG) en octobre 2016 : l'un de ces concerts a pu être empêché ; pour le deuxième, deux des trois groupes programmés ont fait l'objet d'une interdiction d'entrée en Suisse ; quant au troisième – une soirée de chansons –, le SRC n'en a eu connaissance qu'ultérieurement. Si aucune attaque motivée par l'idéologie de l'extrême droite n'a été relevée à l'encontre d'institutions du domaine de l'asile en 2017, cette possibilité demeure. Les auteurs et les motifs du jet de flambeau contre le centre de transit d'Enggistein (BE) début janvier 2018 n'étaient pas encore connus au moment de la clôture de la rédaction.

Principalement actif en Suisse romande, le mouvement Résistance Helvétique continue à se faire remarquer régulièrement et constitue une exception à la retenue globalement observée. Les groupes liés à ces milieux se sont toutefois abstenus de célébrer en 2017 les jubi-
lés liés à l'histoire de la Suisse. Des mentions

de l'extrémisme de droite dans les médias ont donné lieu à des réactions de l'extrême gauche, notamment des menaces physiques à l'encontre de personnes par exemple en lien avec un événement donné.

Extrémisme de gauche

Il y a quelques années encore, les milieux d'extrême gauche étaient fortement repliés sur eux-mêmes et ne disposaient d'aucune thématique à défendre ardemment, ni d'une plateforme pour leurs actions. En 2014, l'utilisation et le développement des zones urbaines, en particulier les actions en faveur des espaces libres, ont semblé cristalliser les activités motivées par l'idéologie d'extrême gauche. En 2017, la campagne contre la « machine à expulser », en référence au domaine de l'asile et de la migration, a joué ce rôle. Elle s'est toutefois largement essouffée en raison de la détente actuelle dans ce domaine, exception faite de Bâle-Ville, où la prison de Bässlergut, considérée comme « prison en vue de l'expulsion », constitue un point de ralliement autour de la thématique de l'asile.



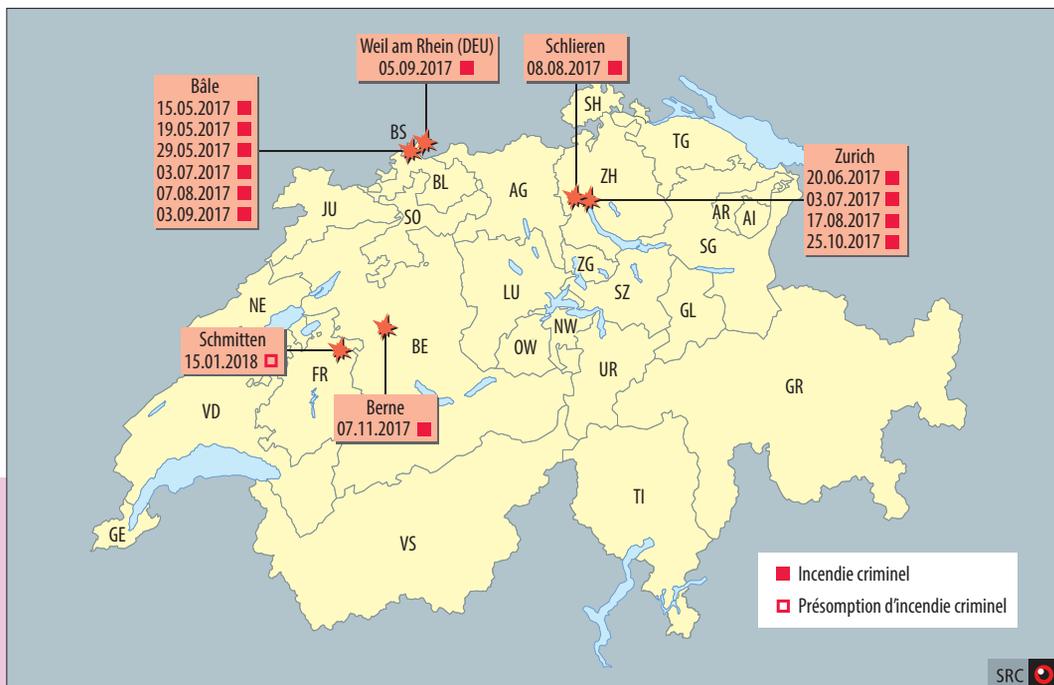
Incendie criminel d'un véhicule de chantier ;
Zurich, juin 2017

La campagne contre cet établissement s'oppose principalement à la « répression », une revendication classique dans ces milieux. Outre Bässlergut, le chantier du Centre de police et de justice (Polizei- und Justizzentrum, PJZ) à Zurich est en ligne de mire. Dans le cadre d'une campagne ciblée, les entreprises impliquées dans ces projets de construction ont notamment fait l'objet d'attaques. Près d'un quart des événements enregistrés dénonçaient la « répression », la plupart au sujet de Bässlergut. Seules quelques rares actions ont été non violentes. Les incendies criminels visant des véhicules appartenant à des entreprises de construction témoignent de l'augmentation de l'intensité habituelle des dommages matériels (voir graphique). Cette série d'attaques se poursuit.

En parallèle de ces incendies criminels, des véhicules ont été endommagés à la suite d'une campagne qui a vu la publication sur Internet d'une liste d'entreprises impliquées dans les travaux de construction. Certaines revendications suggèrent que ces attaques sont à attribuer aux milieux anarchistes. Cette liste

de cibles potentielles souligne le caractère orchestré de ces attaques et permet d'établir un parallèle avec l'appel à l'action contre la « machine à expulser » de l'année précédente. Il convient enfin de signaler que des campagnes similaires contre la « répression » sont menées dans d'autres pays d'Europe comme la France, la Belgique et l'Allemagne. Elles s'accompagnent aussi d'incendies criminels et sont attribuées aux milieux anarchistes par les autorités. Il se pourrait que ces campagnes s'influencent réciproquement ou que leurs actions soient plus ou moins coordonnées.

Indépendamment de cette campagne, la thématique de la « répression/présence policière » est utilisée pour justifier le recours à la violence par les milieux d'extrême gauche. Cette violence est avant tout dirigée contre les forces de l'ordre, mais également contre les collaborateurs des organisations d'intervention d'urgence au sens large. Le risque d'atteinte à l'intégrité corporelle et à la vie est assumé, voire recherché. Si par le passé, les manifestations constituaient les principales occasions



durant lesquelles ces milieux recouraient à la violence à l'encontre de la police, cette dernière est désormais aussi attaquée lorsqu'elle se heurte à un groupe d'extrémistes de gauche au cours d'une intervention. Ainsi, le 22 décembre 2017, une vingtaine de personnes ont molesté des policiers en intervention sur l'esplanade de la Reitschule de Berne, en leur jetant des pierres et des bouteilles. Quatre jours plus tard, à Zurich, 200 personnes se sont attaquées à des policiers au moyen de pierres, de bouteilles et de barres de fer. À Bâle-Ville, un attroupement similaire de près d'une centaine d'extrémistes de gauche a toutefois pu être convaincu de se retirer sans violence le 23 décembre 2017. À l'inverse, dans la nuit de la Saint-Sylvestre à Genève, des bouteilles et des pierres ont été jetées contre la police qui intervenait en raison de l'occupation temporaire d'un immeuble (à l'occasion d'une fête non autorisée).

Des actes de violence graves ont également été commis pour d'autres motifs que la « répression ». L'attaque, interrompue avant son terme, contre des installations d'antennes sur l'Ulmizberg et le Gurten dans le canton de Berne en juin 2017 permet d'établir un parallèle avec les actes de sabotage du réseau de voies ferrées dans la région de Zurich et l'attaque de la tour radio de la police de Waid à Zurich en juin et juillet 2016. Quatre autres incendies criminels ont été perpétrés dans le canton de Zurich : en avril 2017, un distributeur automatique de billets de La Poste ainsi qu'une succursale bancaire ont été incendiés, et des cibles turques ont été attaquées en janvier et mai de la même année.

Ces constatations mises à part, la situation se présente comme à l'accoutumée : le World Economic Forum (WEF) et la Fête du travail sont des événements-clés pour la mouvance d'extrême gauche, tout comme certaines manifestations à l'étranger telles que le Sommet du G20. Les manifestations de faible ampleur de la part de l'extrême gauche contre le WEF en janvier 2018 confirment la tendance observée depuis la fin de la mobilisation organisée par le mouvement altermondialiste. La présence du président américain n'y a rien changé, même si l'on a enregistré un plus grand nombre de manifestants pacifiques du fait de sa venue. La question des espaces libres et, en fonction de la personne incarcérée, celle de la solidarité avec les prisonniers sont toujours d'actualité. Les milieux d'extrême gauche sont particulièrement enclins à la violence en ce qui concerne les espaces libres, notamment lors d'évacuations de squats. Le domaine de l'asile et de la migration recèle un potentiel de mobilisation qui peut être réactivé à tout moment. Il apparaît de surcroît que les extrémistes de gauche lancent désormais des attaques virulentes contre les extrémistes de droite ou toute personne leur étant apparentée. Il appartient encore et toujours à la police d'empêcher ces confrontations violentes. Les milieux d'extrême gauche cherchent par ailleurs à démasquer leurs opposants et à les condamner sur la place publique, notamment sur Internet.

Connexions internationales

Les milieux extrémistes suisses, qu'ils soient de droite ou de gauche, sont en lien avec les milieux de l'étranger.

En ce qui concerne l'extrême droite, ces connexions interviennent à deux niveaux. Les deux organisations internationales de skinheads Blood & Honour et Hammer-skis sont en activité depuis les années 1980. Elles trouvent leur origine respectivement au Royaume-Uni et aux États-Unis et possèdent depuis longtemps des sections en Suisse. Les relations personnelles constituent le deuxième niveau des liens internationaux au sein de l'extrême droite. Le concert d'Unterwasser (SG) en octobre 2016 a démontré la capacité d'une seule organisation de skinheads à mener des actions coordonnées. Les extrémistes de droite suisses assistent en outre à des concerts et des manifestations à l'étranger, où ils ne se contentent pas toujours du rôle passif de spectateurs, mais où ils se montrent actifs en tant que groupes donnant des concerts ou en tant qu'orateurs. L'afflux d'extrémistes de droite allemands et français en Suisse a permis de tisser des liens au cours des dernières années. Il convient toutefois de noter que jusqu'à pré-

sent, aucun motif politique n'a pu être rattaché à l'établissement d'extrémistes de droite étrangers en Suisse. L'établissement de ces personnes n'a pas non plus entraîné de changement de mentalité parmi les milieux suisses.

Au sein de l'extrême gauche, les réseaux de relations personnelles revêtent une plus grande importance que les structures institutionnelles. Au rang de ces dernières, citons toutefois l'organisation Secours Rouge International, d'orientation marxiste-léniniste et établie de longue date. Dans ce cadre existent aussi des liens avec les milieux anarcho-autonomes. Plusieurs interpellations en relation avec des délits violents ainsi que des condamnations en Allemagne et en France ont démontré que les extrémistes de gauche suisses recourent aussi à la violence hors des frontières nationales. L'existence de réseaux internationaux a été révélée à l'occasion des manifestations violentes contre le sommet du G20 à Hambourg en juillet 2017. Des renseignements indiquent que des actions communes lors du sommet ont été préparées et menées par des représentants de plusieurs pays.

La vision internationaliste de l'extrémisme de gauche et sa quête de plateformes d'expression l'amènent à nouveau à récupérer des crises et autres développements à l'étranger. La mouvance a ainsi pris position en faveur des Kurdes depuis leurs combats contre l'« État islamique » pour la libération de Kobané et propage, sous le nom « Rojava », cette antithèse positive face aux sociétés occidentales dites néolibérales. Elle continue de soutenir des groupes turcs d'extrême gauche ainsi que des groupes kurdes, dont le PKK, lors de



Affiche pour une « séance d'information » sur les manifestations du G20 ; juin 2017

manifestations. Il convient cependant de noter que les extrémistes de gauche respectent les directives des organisateurs, ce qui se traduit à l'heure actuelle par un comportement non violent dans le cadre d'une manifestation de Kurdes, par exemple.

Il va de soi que l'extrême gauche tout comme l'extrême droite exploitent les possibilités de réseautage sur Internet, réseaux sociaux compris. Le cas échéant, des problèmes de barrière linguistique entrent en considération, un obstacle que les milieux d'extrême gauche en particulier cherchent à surmonter. L'interdiction en Allemagne du site « linksunten.indymedia » en raison d'appels à la violence a également été thématiquée en Suisse, même si les milieux suisses, en parallèle de ce site, employaient jusqu'alors et continuent d'employer leurs propres plateformes sur Internet pour leurs communiqués. Les milieux d'extrême droite font quant à eux preuve de leur retenue coutumière : ils utilisent les réseaux sociaux de manière soutenue pour communiquer de manière privée, transmettre des informations en interne et entretenir des contacts au-delà des frontières. Ils ne possèdent cependant pas de plateformes publiques.

L'APPRÉCIATION

L'extrémisme de droite

Dans l'édition précédente du présent rapport, la question de la réaction des milieux d'extrême droite à la manifestation d'envergure d'Unterwasser (SG) était restée en suspens. Il est désormais clair que le déroulement en Suisse d'une telle manifestation n'a pas été interprété comme un signal que leurs activités sur le territoire suisse pouvaient gagner en visibilité. Les réactions unanimes de l'opinion publique ainsi que les actions violentes de l'extrême gauche ont été sans équivoque. Les autorités suisses fixent des limites claires aux activités de l'extrême droite. Le 15 juillet 2017, l'événement à Themar (Allemagne) réunissant quelque 6000 visiteurs a été organisé au sein du même cercle de citoyens allemands que celui d'Unterwasser (SG). Ses organisateurs avaient pris soin d'inclure des discours dans le programme, ce qui leur a permis d'invoquer un rassemblement politique devant les juges. Deux semaines

plus tard, une autre manifestation de ce type était organisée sur le même site. L'organisation en Suisse d'un événement d'extrême droite de l'ampleur d'Unterwasser (SG) est peu probable dans un futur proche. À l'heure actuelle, il n'y a pas de raison qu'un tel événement ne soit pas organisé en Allemagne compte tenu de l'absence de facteurs d'attraction en Suisse. Les milieux suisses ne seraient en outre pas en mesure de le mettre sur pied, même s'ils le souhaiteraient.

Cependant, leur décision de faire preuve de retenue et de ne pas se manifester trop ouvertement sur la scène publique ne signifie aucunement que leur potentiel de violence ait diminué. À cet égard, il convient de souligner deux points qui n'ont pas changé : d'une part, certains extrémistes de droite possèdent des armes et les portent aussi sur eux. Des armes à feu sont collectionnées et vendues, et la mouvance dispose souvent de collections d'armes fonctionnelles. D'autre part, ses membres s'entraînent à la manipulation d'armes à feu et aux sports de combat.

L'extrémisme de gauche

L'idéologie anarcho-autonome gagne en importance vis-à-vis de sa variante communiste, marxiste-léniniste pour l'essentiel. Cette évolution implique la diversification des cibles potentielles et l'augmentation des actions de sabotage.

Les attaques susmentionnées visant des installations de communication et les incendies

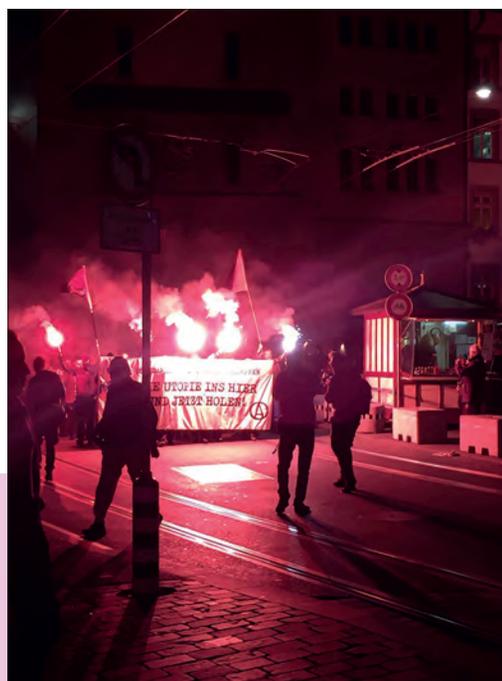


Flyer pour une manifestation d'extrême droite en Allemagne, avec participation d'un groupe de musique suisse ; mai 2017

criminels contre des véhicules de chantier démontrent que le sabotage fait son retour sur le devant de la scène. Si l'objectif premier de la campagne contre Bässlergut et le PJZ est de forcer l'abandon de leur construction en décourageant les entreprises de participer au projet, les incendies criminels et les dommages matériels sont considérés comme des actes de sabotage puisqu'ils retardent l'achèvement des travaux. De tels événements majeurs sont rapportés au SRC, mais un grand nombre de petits actes de sabotage échappe à tout signalement, à l'instar des dommages matériels commis dans le cadre de manifestations tels que l'obstruction de monnayeurs de distributeurs de titres des transports publics au moyen de colle. Aucune action de ce type n'a été enregistrée en dehors des manifestations.

Il est tout aussi difficile de démontrer de manière concluante la multiplication des cibles visées. L'éventail des thèmes abordés par les milieux d'extrême gauche est si vaste que chaque sujet est susceptible d'être traité. Malgré des idéologies hétérogènes, ces milieux sont unis dans leur rejet catégorique de la conjoncture actuelle. Une thématique centrale susceptible de renforcer la mobilisation leur a toutefois fait défaut pendant des années. L'extrême gauche tente désormais d'y remédier au moyen de campagnes ciblées et réalistes, qui présentent toutefois l'inconvénient de limiter le nombre de cibles potentielles et de renforcer le caractère prévisible de ses actions. À l'heure actuelle, il n'est pas possible d'établir de manière définitive le nombre d'extrémistes de gauche ayant participé aux violences dans le cadre de la campagne contre Bässlergut et le PJZ. Il convient

toutefois de souligner que ces milieux sont tout aussi aptes à mener à bien des actions de plus faible envergure. En réaction à des appels à participer à ces actions, des manifestations sont régulièrement annulées au motif que leurs organisateurs émettent des réserves quant à la sécurité, ou qu'ils ne sont pas prêts ou à même de prendre les mesures nécessaires.



Manifestation d'extrémistes de gauche ;
Berne, octobre 2017

LES PERSPECTIVES

Déclencheurs potentiels de violence

Comme expliqué dans la section suivante, aucun changement de situation n'est à attendre dans le domaine de l'extrémisme de droite. Le recours à la violence devrait rester rare et revêtir un caractère épisodique, avec la consommation d'alcool comme principal facteur désinhibant. Ce pronostic demeure toutefois incertain au vu du potentiel de violence constant. Citons dès lors des développements ou événements susceptibles, au moins temporairement, de faire évoluer cette situation : une forte augmentation des chiffres de l'immigration et des demandes d'asile ou une attaque djihadiste en Suisse pourraient entraîner des réactions violentes de la part de l'extrême droite. Il s'agirait alors d'actions spontanées sans grande préparation, et non d'opérations complexes et coordonnées. La xénophobie, le racisme et les tendances islamophobes ne se bornant pas aux milieux d'extrême droite, des individus n'appartenant pas à cette mouvance sont également susceptibles de commettre des actes de violence contre des migrants ou des musulmans.

Le potentiel de violence des milieux d'extrême gauche est en hausse. Il se manifeste actuellement par une propension accrue à faire usage de la violence et donc à courir le risque de faire l'objet de sanctions plus sévères. À l'heure actuelle, il n'est pas possible d'évaluer le rôle joué par les extrémistes de gauche étrangers, qui présentent un potentiel de violence plus élevé. Le recours à la violence est motivé par trois facteurs :

- Les manifestations offrent la possibilité de commettre des actes d'une rare violence sous couvert de la foule. Ces actions peuvent toucher les forces de l'ordre, des personnes politiquement impopulaires, mais aussi des individus au hasard. Les extrémistes de gauche assument le risque de porter atteinte à l'intégrité corporelle et à la vie de leurs cibles, ou cherchent délibérément à le faire. Des attaques violentes ont d'ores et déjà lieu lorsqu'un groupe d'extrémistes de gauche croise le chemin de policiers en intervention. Le potentiel d'agression à l'encontre des forces de l'ordre est élevé.
- La décision des milieux d'extrême gauche d'aller au-delà de la simple réaction aux événements politiques du quotidien et de transformer leurs actions en campagnes ciblées et réalistes favorise également la violence. Depuis 2016, une telle situation s'est produite à plusieurs reprises. Il se pourrait également que les extrémistes de gauche s'inspirent de campagnes comme Stop Huntingdon Animal Cruelty, ce qui n'est guère étonnant vu que les extrémistes potentiellement violents des groupes de défense des droits des animaux font partie intégrante de la mouvance depuis plusieurs années.
- L'anarchisme, et avec lui la volonté de nuire au « système » en place, gagne en importance au détriment du communisme.

L'extrémisme de droite

Les milieux d'extrême droite ne disposent pas d'une stratégie conférant une réelle impulsion à leur mouvement. Ils sont conscients de l'opinion défavorable du grand public et des conséquences à prévoir sur le plan personnel, ce qui privilégie d'autant la retenue. Dans un avenir proche, seuls de petits événements ou des actions rapides sont donc à prévoir. Les groupes d'extrême droite s'efforceront en outre de mettre en place d'autres structures. Comme à l'accoutumée, des événements seront préparés dans la clandestinité et organisés de manière à éviter autant que possible des conséquences pour leurs participants. Les réseaux sociaux resteront les canaux privilégiés de communication et de propagation de l'état d'esprit militant puisqu'ils présentent l'avantage de conserver l'anonymat.

Les discours et succès électoraux populistes de droite, en Europe comme dans d'autres parties du monde, sont à la fois des opportunités et des risques pour les extrémistes de droite en Suisse. Ils pourraient leur apporter de nouveaux membres sans action notable de leur part ou, à tout le moins, les faire bénéficier de soutiens accrus, mais également leur faire perdre des militants moins ancrés idéologiquement voire certaines possibilités de recrutement. Aucun épuisement des milieux d'extrême droite n'est

à prévoir pour le moment. Des militants sont susceptibles de renouveler leurs tentatives de prendre pied sur la scène politique en se faisant élire. Si ces tentatives ont été rares et se sont soldées par des échecs au cours des dernières années, elles contribueraient toutefois à l'instauration d'un climat de renonciation à la violence.

L'extrémisme de gauche

Les chantiers de Bässlergut à Bâle-Ville et du PJZ à Zurich resteront les cibles d'actions motivées par l'idéologie d'extrême gauche. Une extension de la campagne à des projets de construction similaires en Suisse romande ayant déjà été thématiquée par les milieux d'extrême gauche, elle s'avère dès lors probable. L'intensité de la violence dépendra aussi de l'arrestation ou non des auteurs des faits, et d'une éventuelle condamnation. Les jugements des autorités de poursuite pénale ont jusqu'à présent engendré des périodes d'accalmie grâce à la mise hors circulation de délinquants potentiels et à leur effet général de prévention. Plus les actions s'inscrivent dans des campagnes ciblées et réalistes, plus les perspectives d'une accalmie sont défavorables. ■



Arme confisquée lors d'une perquisition chez un extrémiste de droite ; canton de Schwyz, septembre 2017

Les milieux extrémistes en chiffres

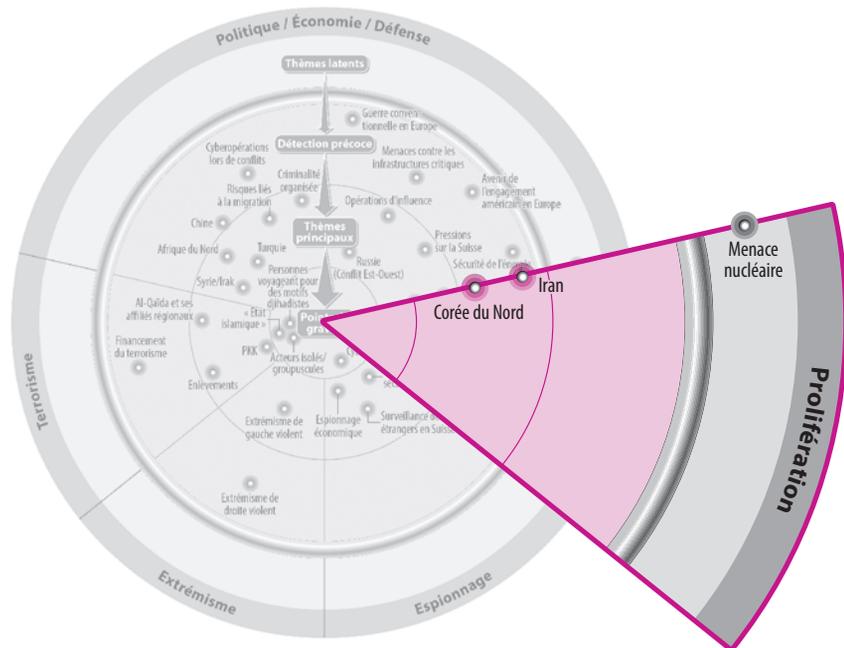
En 2017, le SRC a de nouveau chargé les services de renseignement cantonaux de consigner les chiffres et les structures en lien avec l'extrémisme violent en Suisse relevant de leur domaine de compétence. Conformément au mandat légal du SRC, cette demande concernait tant les acteurs d'extrême droite et d'extrême gauche enclins à la violence que ceux ayant déjà fait usage de violence. Les résultats livrent un instantané des milieux extrémistes du point de vue du potentiel de violence. Le présent état des lieux ne peut être que partiellement comparé aux indications publiées dans le rapport « La sécurité de la Suisse 2014 ». Malgré cette réserve d'ordre méthodologique, il y a lieu de considérer que les mouvances extrémistes ont connu un déclin au cours des dernières années. On observe par ailleurs qu'au sein de l'extrême gauche, les membres enclins à la violence se différencient plus nettement des sympathisants modérés que par le passé.

Le SRC évalue à 350 le nombre d'extrémistes de droite potentiellement violents en Suisse. Près d'un quart à un tiers de ces personnes sont non seulement enclins à la violence, mais doivent être considérées comme violentes. La majorité des extrémistes de droite enclins à la violence ont été recensés dans les cantons d'Argovie, de Berne, de Genève, de Zurich, de Vaud, du Valais, de Schwyz et de Saint-Gall. L'extrémisme de droite reste encore et toujours un phénomène essentiellement rural. Le nombre d'extrémistes de gauche enclins à la violence est également une estimation, qui porte leur nombre à un millier de personnes. Près d'un tiers d'entre elles doivent être considérées comme violentes. Les extrémistes de gauche résidant principalement en milieu urbain, ils se concentrent dans les villes de Zurich, Genève, Berne, Bâle et Lucerne, mais sont susceptibles d'agir en campagne, notamment sous la bannière de l'antifascisme.



Prolifération

La prolifération d'armes de destruction massive, de leurs vecteurs ainsi que des biens nécessaires pour leur production représente toujours une menace pour la sécurité dans de nombreuses régions du globe. En sa qualité d'exportatrice importante de marchandises à double usage, la Suisse porte à cet égard une responsabilité particulière pour contrecarrer cette prolifération. La mise en œuvre de l'accord-cadre avec l'Iran s'est poursuivie en 2017, mais la normalisation des relations économiques connaît toujours les mêmes soubresauts. Les évolutions dans les programmes nord-coréens d'armes de destruction massive ont gardé leur dynamique élevée. Les activités de prolifération du pays sortent désormais du contexte régional et deviennent une menace globale, ce qui change les règles du jeu s'agissant de l'appréhension d'un programme d'armes nucléaires non légitimé en dehors des États nucléaires reconnus. En Syrie, des armes chimiques ont à nouveau été utilisées en 2017. Des groupes terroristes montrent un intérêt certain pour le savoir-faire lié aux armes de destruction massive et ont notamment augmenté leurs capacités dans l'usage d'armes chimiques. La menace dans le domaine de la prolifération se rapproche également de la Suisse.



LA SITUATION

Corée du Nord

La Corée du Nord continue de travailler assidûment à l'extension de son programme de missiles et d'armes nucléaires. En septembre 2017, le pays a testé sa plus forte tête nucléaire jusqu'à ce jour. La comparaison des données sismologiques avec des tests précédents suggère une puissance de détonation de 300 kilotonnes environ. Dans ce cas précis, après la tentative avortée de 2016, on peut partir du principe que le test effectué avec une arme thermonucléaire à deux chambres a été couronné de succès. La puissance de détonation observée pourrait par ailleurs être la plus grande constatée pour un test sur le terrain utilisé jusqu'ici de Punggye-ri.

En 2017, la Corée du Nord a en outre testé de nouveaux types de missiles. En mai, un missile de moyenne portée désigné sous le nom de Hwasong-12 a par exemple effectué son premier vol avec succès. Ce type de missile a été testé une nouvelle fois en août et septembre, avec une portée avérée de plus de 3500 kilomètres. En juillet, la Corée du Nord a testé par deux fois un missile désigné sous le nom de Hwasong-14, qui est le premier système d'armes nord-coréen à pouvoir atteindre directement l'Amérique du Nord. À la fin novembre, on a assisté au premier vol d'un missile de type Hwasong-15, qui a le potentiel pour une portée globale. Pour les trois missiles, ce sont différentes variantes du même système de propulsion de base nouvellement développé qui auraient été utilisées.

Iran

L'accord nucléaire avec l'Iran reste en vigueur, en dépit de signaux contradictoires de la part des États-Unis. L'Iran a respecté les directives du Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), ce qui a été confirmé à plusieurs reprises par l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne. La mise en œuvre de l'accord, et notamment la normalisation des relations économiques entre l'Iran et les pays occidentaux, qui sont tendues depuis plusieurs décennies, est un processus qui nécessitera beaucoup de temps. Eu égard à l'absence d'améliorations économiques rapides, le régime iranien fait désormais face au défi d'expliquer cette réalité à sa population.

Dans son programme de missiles, l'Iran est largement sur la retenue pour ce qui est de ses séries de tests. Le pays a de plus postulé un moratoire concernant le développement de missiles d'une portée dépassant les 2000 kilomètres. Contrastant fortement avec cette attitude, l'Iran a toutefois engagé à l'été 2017 des missiles balistiques contre des cibles en Syrie. Les systèmes utilisés à cette occasion affichent une précision de tir plus élevée que celle des fameux missiles de la famille des Scud et sont bien plus faciles à déployer. Un rapport du secrétaire général de l'ONU adressé au Conseil de sécurité suggère par ailleurs que l'Iran est aussi impliqué dans le déploiement de missiles balistiques depuis le Yémen contre des cibles situées en Arabie saoudite. L'analyse technique des décombres effectuée dans la zone cible

après le déploiement fournit des informations précieuses sur l'origine de certains composants du missile, qui pourraient également être issus d'une production occidentale.

Syrie

Lors de la guerre civile syrienne en 2017, des armes chimiques ont une nouvelle fois été utilisées. La disponibilité des armes et des produits chimiques utilisés dans le cadre du conflit est toujours donnée, en dépit du désarmement chimique formellement décrété en Syrie. Ce désarmement ne peut pas empêcher le maintien, dans la région du conflit, des connaissances nécessaires à la production de ces substances ainsi qu'à leur engagement et à leur maniement. Demeure ainsi intacte la capacité de faire usage d'armes et de substances chimiques dans le contexte d'attentats terroristes en Europe aussi.

Pakistan

Le Pakistan poursuit l'extension de son arsenal nucléaire ainsi que des vecteurs correspondants. Des missiles balistiques et des missiles de croisière ont été testés en 2017 également, qui pourraient être dotés de têtes nucléaires. Le Pakistan montre un grand intérêt pour les marchandises issues de Suisse et est à tout moment prêt à violer les dispositions relatives aux contrôles à l'exportation, qui ont été harmonisées à l'échelle internationale, notamment dans le cadre du Nuclear Suppliers Group. Le Pakistan étend massivement la production de matière fissile de qualité militaire, notamment de plutonium et d'uranium hautement enrichi, et a pour ce faire toujours besoin d'objets d'équipement spéciaux, par exemple dans le secteur de la technologie

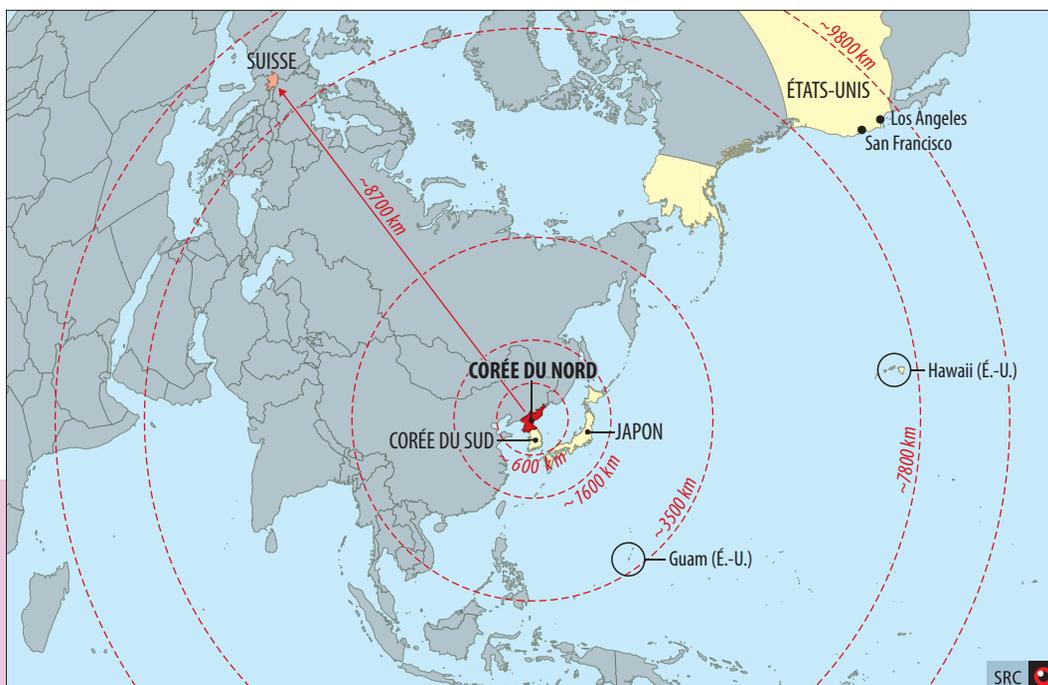
vacuum. Dans le domaine des vecteurs, le Pakistan travaille sur des systèmes de longue portée, pouvant aller jusqu'à 3000 kilomètres tout juste. Dans le même temps, le pays développe des vecteurs pour l'engagement tactique d'armes nucléaires et vise à obtenir une capacité de seconde frappe par le biais de systèmes maritimes.

L'APPRÉCIATION

La Corée du Nord dans une nouvelle dimension

Suite au test d'une bombe à hydrogène ainsi qu'aux différents tests effectués – semble-t-il avec succès pour la plupart – avec les nouveaux missiles nord-coréens des types Hwasong-12, 14 et 15, la menace provenant de la Corée du Nord sort du contexte régional et se transforme en une menace globale. La Suisse se retrouve désormais à la portée d'un autre État capable de la menacer à l'aide d'armes nucléaires à partir de son propre territoire souverain, un État qui viole qui plus est régulièrement les normes en vigueur relevant du droit international. Il ne s'agit là pas seulement de la capacité de mener une attaque cinétique directe. Un État qui est capable de déployer des armes nucléaires dans le monde entier peut aussi menacer la société de l'information globale, en faisant par exemple exploser une tête nucléaire hors de l'atmosphère terrestre, dans le but de créer une impul-

sion électromagnétique. Un tel déploiement, par exemple au-dessus de la côte ouest américaine, aurait un impact durable sur les réseaux mondiaux de données et se ressentirait directement dans le quotidien en Suisse.



LES PERSPECTIVES

Des risques plus concrètement identifiables

Il s'agit pour la Suisse d'un défi important que d'empêcher la livraison de marchandises et de technologies contrôlées à des États concernés par la problématique de la prolifération ainsi que de mettre en œuvre les dispositions existantes en matière d'embargo. La Suisse dispose d'excellentes capacités industrielles et offre, en comparaison internationale, un site de recherche attrayant et ouvert, qui profite des tendances au cloisonnement dans d'autres régions de la planète. Le modèle suisse combine une grande ouverture en comparaison avec d'autres sites de recherche et une régulation étatique qui n'est que légère. La Suisse se retrouve ainsi dans un champ de tension particulier entre liberté et sécurité. Le SRC renforce dès lors ses efforts visant à rechercher la proximité avec des partenaires dans l'industrie, l'enseignement et la recherche, afin de protéger avec eux la place qu'est la Suisse contre les risques liés aux activités de prolifération. Cette mission est explicitement ancrée dans la nouvelle loi sur le renseignement.

La Suisse travaille aussi étroitement avec ses partenaires à l'étranger. Des tentatives transfrontalières d'acquisition de la part d'États proliférants sont régulièrement détectées et empêchées de concert.

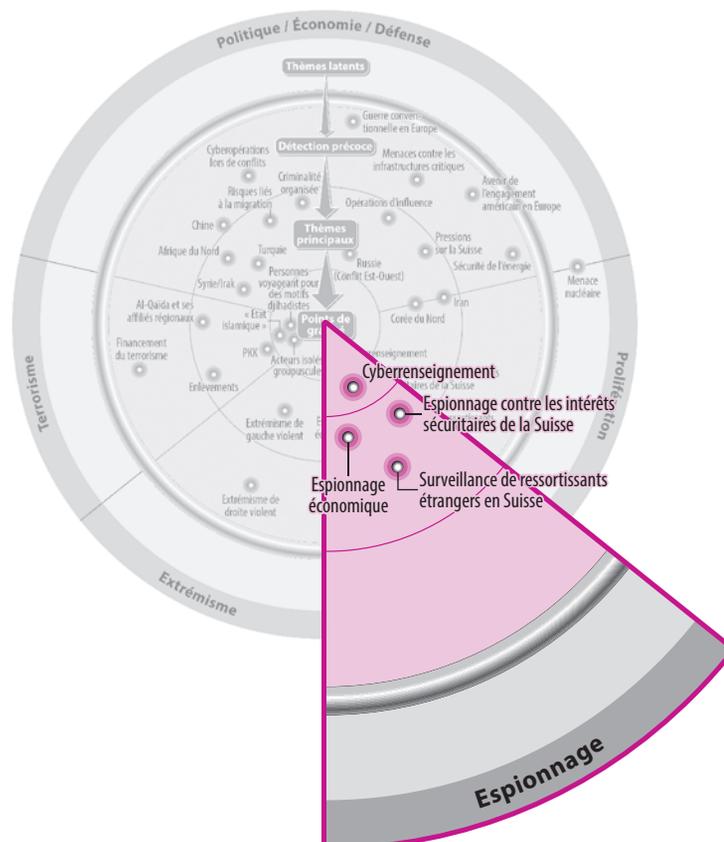
L'engagement de missiles balistiques et de missiles de croisière dans des zones de conflit va conduire à des enquêtes dans les États concernés et mettra peut-être en lumière des informations sur les composants utilisés. Les

traces de tels flux de marchandises vont également mener à des producteurs dans des États industriels occidentaux et révéler les canaux d'acquisition utilisés. Des considérations analogues s'appliquent en cas de possible utilisation de substances chimiques comme instruments du terrorisme. En ce sens, les risques découlant de la prolifération deviennent plus visibles et sont identifiables pour un public plus large. ■



Espionnage

L'espionnage sert les intérêts d'États, voire les intérêts privés de personnes influentes dans ces États. L'espionnage classique consiste en un ensemble de méthodes établies de longue date, toutefois complétés par les moyens du cyberespionnage depuis quelques années. L'espionnage naît du besoin en informations constamment actualisées dans les milieux politiques, économiques et militaires. Il est potentiellement accentué par des situations liées à des attentes spécifiques ou plus approfondies. L'espionnage viole non seulement la souveraineté des États au sein desquels ou contre lesquels il est pratiqué, mais la fuite de données cause aussi des préjudices directs ou indirects. L'intégrité corporelle et la vie des membres de la diaspora espionnée ainsi que celles de leurs proches dans le pays d'origine peuvent être menacées, et les accès obtenus grâce à l'espionnage peuvent de surcroît être utilisés à des fins de manipulation ou même de sabotage.



LA SITUATION

Qui espionne ?

De multiples facteurs font de la Suisse une cible ou le théâtre d'activités d'espionnage. Le pays est ciblé en raison du niveau de technologie élevé de son industrie, de la qualité de la recherche, de sa place financière ainsi que du commerce de l'énergie et des matières premières. Il est le théâtre de l'espionnage de par la présence de divers sièges d'institutions de l'ONU et d'autres instances internationales. De nombreuses diasporas sont en outre établies en Suisse, où elles constituent des cibles pour les services de renseignement de leurs pays d'origine.

Cette seule description implique que l'espionnage est un phénomène omniprésent en Suisse, où près d'une douzaine de pays mènent des activités d'espionnage à l'encontre de leurs ressortissants. L'exemple de l'enlèvement présumé d'un ressortissant vietnamien à Berlin témoigne de la portée potentielle de telles activités puisque, dans le cadre d'une action de renseignement, cette personne aurait été emmenée de force dans son pays d'origine pour y subir un procès.

Chaque État poursuit ses propres objectifs politiques, militaires et économiques au moyen d'un ou de plusieurs services de renseignement ayant recours à des méthodes parfois illégales, en d'autres termes, prohibées par la législation locale. Les intérêts suisses à l'étranger peuvent également être la cible de ces activités. S'il n'est pas possible de dresser la liste des acteurs étatiques susceptibles de mener des activités de

renseignement en Suisse ou contre des intérêts suisses à l'étranger, près d'une demi-douzaine d'États méritent une attention particulière du point de vue du contre-espionnage.

L'un de ces États fait largement appel à des officiers de renseignement séjournant en Suisse sous couverture diplomatique. Un quart ou même un tiers des collaborateurs du corps diplomatique de ce pays sont membres d'un service de renseignement. Ces informations sont basées sur des soupçons fondés ou confirmés par des moyens de renseignement. Ces personnes sont présentes à tous les échelons de l'appareil diplomatique, à l'exception des plus élevés. De plus, des officiers de renseignement itinérants sont impliqués dans des activités de nature opérationnelle, un constat également valable pour d'autres États. La Suisse peut être la cible de ces opérations ou constituer un tremplin pour des activités de renseignement dans d'autres pays européens.

Qui est espionné ?

L'espionnage est pratiqué à l'aide d'un ensemble de moyens et de méthodes connus et établis de longue date. Le cyberespionnage complète cet ensemble en instaurant un rapport d'utilité réciproque avec l'espionnage classique. Des informations sont par exemple collectées petit à petit au sujet d'un individu en vue de son recrutement comme source. La personne en question peut – mais pas nécessairement – en être parfaitement consciente, voire même rémunérée pour ses services.

En décembre 2017, l'Office fédéral allemand de protection de la Constitution a révélé qu'en l'espace de neuf mois, plus de 10 000 tentatives de recrutement par des services de renseignement chinois avaient été enregistrées. Cette opération s'est concentrée sur un canal en particulier, les réseaux sociaux, dont LinkedIn. Des chercheurs, fonctionnaires et politiciens ont été contactés par de faux profils et se sont vu proposer une somme d'argent en euros allant jusqu'à quatre chiffres en l'échange de rapports écrits. Si les échanges s'avéraient concluants, ces personnes étaient ensuite invitées à se rendre en Chine, par exemple à l'occasion d'un congrès tous frais payés. Ce chiffre révèle qu'il s'agit là d'un phénomène de masse. Il n'a pourtant aucune conséquence pour ses auteurs, d'une part en raison des dénégations des acteurs étatiques et d'autre part en raison de l'impossibilité d'arrêter, et encore moins de juger ou d'expulser un faux profil LinkedIn. Ce chiffre témoigne également de l'étendue des moyens mis en œuvre par la partie adverse. L'adoption de contre-mesures comme le signalement de chaque faux profil ne ferait que déplacer le phénomène et resterait sans effet. La détection et la sensibilisation constituent les moyens de lutte les plus efficaces.

Le cyberespionnage

Une menace persistante avancée (Advanced Persistent Threat, APT) désigne une cyberattaque recourant à des moyens technologiques sophistiqués capables de s'installer dans un réseau informatique de manière furtive et d'y provoquer des dégâts importants. Au vu des ressources nécessaires pour créer une APT, elle n'est pas à la portée des criminels et seuls les États sont à même d'y avoir recours. En règle générale, une APT désigne donc une cyberattaque orchestrée par un État qui peut participer directement à l'attaque, ou mandater et rémunérer une entreprise privée afin de rester dans l'ombre. Les APT ne sont devenues un sujet public qu'au cours de ces dernières années. Depuis cinq ou six ans, des entreprises de sécurité procèdent à des analyses décrivant les détails techniques de ce genre d'opérations. Elles montrent que les États consacrent des ressources considérables pour développer et lancer des cyberattaques depuis au moins vingt ans.

Les hackers russes

Des acteurs étatiques, semi-étatiques et non étatiques recourent de plus en plus à des cyberattaques pour imposer des intérêts politiques, idéologiques et économiques. Ces

Court métrage « En ligne de mire » sur l'espionnage économique en Suisse

disponible sur le site web

www.ndb.admin.ch/espionnage-economique



derniers temps, il s'agit essentiellement de hackers russes. Les rapports dénonçant des cyberattaques de grande envergure, selon toute vraisemblance d'origine russe, se font plus fréquents. Les intérêts suisses sont également devenus la cible de ces attaques. Au cours des dernières années, le SRC en a identifié et empêché plusieurs. Les entreprises de sécurité, médias et autorités actifs au plan international affirment que ces hackers agissent sur les ordres des services de renseignement russes. Les représentants des autorités russes et les décideurs politiques n'ont de cesse de rejeter ces accusations. En règle générale, les activités en question portent sur la recherche d'informations. Toutefois des indices montrent des activités de désinformation et de sabotage. En effet, certaines données volées ont été publiées sur Internet ou fournies à la presse. Tous les groupes de hackers associés à la Russie ont en commun d'utiliser des logiciels malveillants hautement complexes, de frapper de manière ciblée et de défendre les intérêts politiques et économiques du gouvernement russe.

Les hackers chinois

Le SRC constate une activité accrue des groupes de hackers chinois à l'encontre d'intérêts suisses. Entretenant des liens présumés avec les autorités de sécurité chinoises, ces groupes mènent des actions de plus en plus ciblées depuis quelques années. Elles visent principalement les entreprises exportatrices suisses et les organisations internationales siégeant en Suisse.

Les hackers nord-coréens

Les groupes de hackers en lien avec les autorités de sécurité nord-coréennes ont fait beaucoup parler d'eux au cours des deux à trois dernières années. Outre des activités de cyberespionnage classique visant à récolter des informations, ces groupes cherchent à générer des devises pour l'État nord-coréen à l'aide de cyberoutils. Le SRC a également constaté l'activité de groupes de hackers nord-coréens sur le territoire suisse.

L'APPRÉCIATION

L'espionnage

L'espionnage sert les intérêts des États qui le pratiquent, voire les intérêts privés de personnes influentes dans ces États. Les décideurs et autorités de ces États ont besoin d'informations actualisées en permanence. Certains événements sont susceptibles d'engendrer, ne serait-ce que temporairement, un besoin en informations spécifiques. Les informations recherchées ont une valeur politique, économique ou militaire et peuvent contribuer à ce qu'un État ou son économie (dans son intégralité ou certaines entreprises uniquement) obtienne des avantages ou conserve tout simplement sa position au sein de structures internationales. Elles servent toutefois aussi à maintenir un pouvoir politique, auquel cas les activités d'espionnage peuvent viser les ressortissants de cet État à l'étranger.

Certains États font preuve d'un intérêt durable pour les activités d'espionnage en Suisse et à l'encontre de la Suisse en lançant des attaques fréquentes et sophistiquées contre ses intérêts. Outre les intérêts politiques, ces activités visent essentiellement des cibles économiques ou des diasporas. S'agissant d'États soucieux d'augmenter leur capacité de projection de puissance, il y a lieu de considérer que les activités de renseignement sont toujours plus nombreuses.

Le cyberespionnage

Les cyberattaques s'avèrent efficaces, et leur importance ira probablement croissant à l'avenir. Le niveau de protection des infrastructures,

entreprises et personnes critiques ayant augmenté au cours des dernières années, il est probable que les États procéderont à d'importants investissements, en faveur de leurs services de renseignement par exemple, pour développer et utiliser de nouvelles technologies aptes à vaincre les mesures de protection accrues mises en œuvre.

L'activité de renseignement à des fins de préjudice

Les activités de renseignement politique, économique et militaire peuvent avoir des conséquences qui n'ont plus rien à voir avec l'espionnage au sens strict du terme. Les informations obtenues peuvent en partie porter directement leurs fruits, par exemple lorsqu'une entreprise, au lieu d'élaborer elle-même à grands frais des méthodes de production, les copie ou s'impose face à ses concurrents car elle connaît déjà leurs offres. Elles peuvent aussi servir indirectement en portant préjudice aux adversaires, par exemple en intimidant, politisant voire en polarisant une diaspora et en montant les gens les uns contre les autres, menaçant dès lors la paix du pays hôte. Du point de vue de la Suisse, ces activités vont à l'encontre des missions de l'État qui consistent à protéger la liberté et les droits fondamentaux de ses habitants ainsi qu'à garantir leur sécurité et l'ordre public. De plus, les activités de renseignement servent à mener des opérations d'influence, notamment dans le cas de la Russie, et offrent aux États la possibilité d'aller jusqu'au sabotage.

Dans le cadre des opérations d'influence russes à des fins hégémoniques, les services de renseignement fournissent les moyens et les compétences nécessaires à des actions menées dans le cadre d'une campagne massive ou de manière largement autonome. Dans la tradition de l'Union Soviétique, ces opérations sont qualifiées de « mesures actives » et reposent largement sur le recrutement d'agents dits d'influence. Ces derniers sont traités comme des sources, mais leur vocation n'est pas tant de collecter des informations que de les diffuser. Ces informations ne sont pas obligatoirement fausses, car un mélange habile de faits, de désinformation et d'opinions suffit à propager un récit sur mesure des événements. Une autre mesure active consiste à laisser filtrer certaines informations obtenues par des moyens de renseignement afin de discréditer des personnes ou des organisations indésirables, par exemple. Ces fuites (présument) d'informations sont susceptibles d'avoir été inventées de toutes pièces ou falsifiées. La mission des agents d'influence consiste en règle générale à se coordonner avec d'autres acteurs comme des équipes en charge d'élaborer des récits, de planifier des actions ou de diffuser eux-mêmes des informations via Internet. Les groupes cibles des mesures actives ne sont souvent pas conscients de se trouver dans le viseur d'une opération d'influence.

Par sabotage, on entend par exemple des attaques ciblées visant des systèmes de contrôle industriels. Elles restent toutefois rares. Jusqu'à présent, on ne connaît que cinq logiciels malveillants ciblant spécifiquement ces systèmes. Stuxnet, le plus connu, a été découvert en 2010 et a été conçu pour détruire les centrifugeuses

iraniennes d'enrichissement d'uranium. Citons également les attaques visant l'approvisionnement électrique de l'Ukraine en décembre 2016 au moyen de Crashoverride, marquant la première utilisation d'un logiciel malveillant contre un réseau électrique. Jusqu'ici, de telles attaques n'ont été employées qu'avec une grande réserve, ce qui s'expliquerait par le fait qu'une opération de ce type peut provoquer des dégâts incalculables et s'avérer lourde de conséquences pour ses auteurs. Par conséquent, ces derniers ne s'attaquent qu'à des configurations de système spécifiques, rendant l'opération d'autant plus coûteuse. Le logiciel malveillant Triton/Trisis, qui visait un système de contrôle de sécurité d'une cible au Proche-Orient, constitue le dernier exemple en date.

Les systèmes de contrôle industriels et leurs exploitants sont de plus en plus espionnés, vraisemblablement afin d'évaluer les possibilités de manipulation et de parer à toute éventualité à l'avenir. Cette démarche s'articule avant tout autour des attaques menées par le groupe Dragonfly 2.0. À fin juin 2014 déjà, l'on apprenait qu'une campagne d'espionnage et de préparation au sabotage appelée Dragonfly avait été dirigée contre des installations industrielles et des fournisseurs d'énergie en Occident. En 2017, une nouvelle campagne baptisée Dragonfly 2.0 a été repérée. Des e-mails contenant un logiciel malveillant en pièce jointe ont à nouveau été envoyés à des collaborateurs clés d'entreprises ciblées, en parallèle du piratage ciblé de sites Internet et de la diffusion de chevaux de Troie. Cette campagne vise principalement des sites aux États-Unis et en Europe.



Le rapport semestriel de MELANI est disponible sur Internet (www.melani.admin.ch)

LES PERSPECTIVES

La tendance est à l'aggravation de la situation

Les activités de renseignement se poursuivront en Suisse et contre les intérêts suisses. Le développement de la capacité de projection de puissance de certains États renforcera d'autant cette tendance. Pour autant que la Suisse conserve sa position actuelle, ses intérêts économiques, politiques et militaires resteront ciblés par des activités de renseignement. Seule une démocratisation, voire une pacification générale de certains États mettra fin à la pression qu'ils exercent sur leurs ressortissants à l'étranger.

La description et l'appréciation de la situation révèlent également qu'outre les mesures de défense, la prévention – et donc le comportement des individus et des groupes – revêt une importance particulière.

La Suisse continuera d'être fortement visée par des cyberattaques dont les auteurs sont étatiques ou bénéficient du soutien d'États. Les intérêts suisses sont susceptibles d'être directement touchés, par exemple par des attaques contre l'administration fédérale, des entreprises suisses ou des organisations internationales siégeant en Suisse. Des infrastructures informatiques en Suisse peuvent aussi faire l'objet d'un usage abusif en vue d'attaquer des cibles à l'étranger.

Les mesures de lutte

Les activités d'espionnage sont le plus souvent pratiquées sur mandat étatique, mais des individus s'en rendent coupables. Si des cir-

constances relèvent du droit pénal, elles sont examinées à l'aide des moyens de poursuite pénale. Il s'agit là de délits poursuivis d'office, c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire qu'un lésé dépose une plainte puisque l'espionnage viole des intérêts étatiques. Ils sont toutefois définis comme des délits politiques, pour lesquels il est nécessaire d'obtenir une autorisation du Conseil fédéral avant l'ouverture d'une poursuite pénale. Si l'auteur présumé est un diplomate accrédité en Suisse, le pays d'origine doit par ailleurs lever son immunité. Si les soupçons ne sont pas suffisants pour ouvrir une procédure pénale ou si le Conseil fédéral ne donne pas l'autorisation à cet effet, d'autres mesures sont à disposition. Il est ainsi possible, par des canaux informels, d'obtenir le rapatriement de la personne active dans le renseignement. Il est également possible de prononcer une expulsion ou de déclarer la personne « persona non grata », voire, dans le cas où la personne ne se trouve pas encore dans le pays, de prononcer une interdiction d'entrée ou de refuser le visa/l'accréditation nécessaire. Ces possibilités sont complétées par des mesures du Conseil fédéral, qui elles aussi peuvent consister en l'expulsion d'une personne ou une interdiction d'entrée en Suisse.

La prévention

Malgré la palette de mesures existantes, la prévention reste l'un des principaux outils de lutte contre l'espionnage. Outre le travail des autorités compétentes en la matière, elle

consiste principalement à sensibiliser et à former, d'une part, au traitement des informations dignes de protection et, d'autre part, en donnant des indications sur la manière de procéder des services de renseignement. Cette sensibilisation vis-à-vis des modes opératoires de services de renseignement étrangers peut aboutir à ce qu'un comportement suspect soit identifié rapidement ou suffisamment tôt, c'est-à-dire avant que la source d'information désignée soit profondément impliquée ou qu'elle se soit éventuellement déjà rendue coupable d'un acte répréhensible.

Au cours des dernières années, le SRC a mis en place une multitude de mesures de sensibilisation, notamment dans le cadre du programme de prévention et de sensibilisation Prophylax au profit d'entreprises, de hautes écoles et de la recherche. Ces activités se poursuivront et continueront d'être développées. Le SRC sensibilise en outre la population de la Suisse dans son ensemble à cette problématique, aide à identifier, si possible dans leurs premiers stades, les activités d'espionnage et propose des mesures de protection. Présenté il y a deux ans, le court métrage « En ligne de mire » reste par conséquent d'actualité. Ce film, ainsi que d'autres ressources du SRC, est disponible en libre accès sur Internet. ■

L'Internet des objets

À l'avenir, tout ce qui pourra être mis en réseau sera également relié à Internet. Cette affirmation quelque peu caricaturale dresse les grandes lignes de l'Internet de demain, qui, au-delà de toutes ses commodités, ne manquera pas de soulever d'innombrables débats sur le thème de la sécurité. Un nombre croissant d'objets du quotidien sera relié à Internet. Certains fabricants parlent déjà d'un « Internet of Everything » qui réunirait humains, processus, appareils et données au sein d'un réseau global. Souvent cité, l'exemple du réfrigérateur qui commande tout seul le lait illustre parfaitement ce phénomène. Mais pour accomplir de telles tâches, il est impératif d'avoir accès à des données personnelles. Après tout, il serait gênant que l'appareil ne soit pas au courant que ses propriétaires ont prévu de partir plusieurs semaines en vacances. Il ne s'agit cependant que d'un exemple parmi tant d'autres. Le domaine de la gestion de bâtiments et de la commande de l'éclairage a ainsi connu une véritable révolution au cours des dernières années. Demain, l'Internet des objets prendra une ampleur considérable : selon les analyses de « Gartner », près de six milliards d'objets étaient déjà reliés à Internet en 2016 et ce chiffre devrait dépasser les vingt milliards à l'horizon 2020. Nous sommes encore loin d'avoir exploité tout le potentiel de ce phénomène. Les objets connectés seront de plus en plus présents dans notre quotidien et l'influenceront également.

Cette multitude de nouvelles possibilités s'accompagnera de nouveaux risques. Elles soulèveront des questions fondamentales qui auront non seulement trait à la maintenance et aux normes de sécurité, mais aussi à la protection des données. Le but premier de l'Inter-

net des objets est de prendre, de manière automatisée, des décisions optimisées au moyen de données issues de capteurs. Ce processus produit par conséquent des quantités énormes de données qu'il s'agira de protéger dans leur intégralité. Pour en revenir à l'exemple du réfrigérateur, les données qu'il recueille fournissent un aperçu intéressant de la consommation de lait du foyer, mais aussi de l'utilisation de l'appareil. De telles données peuvent être exploitées à des fins de marketing par exemple. Dans des cas extrêmes, il deviendrait possible de déterminer si les habitudes alimentaires d'un foyer sont saines ou non : un indicateur potentiellement utile aux caisses maladies dans le cadre du calcul des primes.

L'Internet des objets se démarque fondamentalement des technologies de l'information et de la communication (TIC), car contrairement aux ordinateurs, les objets du quotidien capables de se connecter à Internet ne sont souvent protégés que de manière lacunaire contre les accès non autorisés, les rendant vulnérables aux infections par des logiciels malveillants. D'une part, de nombreux objets sont encore accessibles via des mots de passe par défaut qui ne sont souvent pas modifiés après installation ou qui ne peuvent tout bonnement pas l'être. D'autre part, la mise à jour de leurs logiciels pose un problème fondamental, car seule une minorité de ces objets dispose d'un outil de mise à jour, et celui-ci n'est automatisé que dans de rares cas. Il en résulte d'innombrables défis qui prendront encore de l'ampleur au cours des prochaines années : contrairement aux appareils TIC conventionnels qui ne sont employés que quelques années en moyenne, les objets

connectés sont susceptibles d'être opérationnels pendant une dizaine d'années et même parfois plus longtemps.

Les attaquants mettent à profit cette longévité en se servant de l'Internet des objets pour lancer des attaques par déni de service, également appelées attaques DDoS. À cet égard, il convient de mentionner le réseau de zombies Mirai, connu depuis l'attaque visant le fournisseur de services Internet Dyn et qui infecte les objets connectés à Internet. Mirai est un logiciel malveillant qui s'attaque au système d'exploitation Linux, employé essentiellement dans les objets connectés.



Mesures de recherche soumises à autorisation

Le SRC a besoin d'outils efficaces pour se procurer des informations en vue de l'accomplissement de ses tâches. La loi fédérale sur le renseignement (LRens) entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2017 lui permet de recourir aux mesures de recherche dites soumises à autorisation. Début 2014, le Conseil fédéral avait précisé dans son message concernant la loi sur le renseignement qu'au vu de la situation qui prévalait à l'époque, une dizaine de cas par an seraient concernés par ces mesures de recherche. Toutefois, plusieurs mesures peuvent être prises en l'espèce. Il est par exemple possible de surveiller plusieurs raccordements de télécommunication appartenant à la même personne, de localiser son véhicule et de fouiller sa chambre d'hôtel. Ces mesures visent des individus présentant une menace potentielle particulièrement élevée dans le domaine du terrorisme, de l'espionnage, de la prolifération, des attaques visant des infrastructures critiques ou de la sauvegarde des intérêts nationaux conformément à l'art. 3 LRens.

En Suisse, les mesures suivantes sont soumises à autorisation (art. 26 LRens) :

- surveillance de la correspondance par poste et de la correspondance par télécommunication conformément à la loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication ;
- utilisation d'appareils de localisation pour déterminer la position et les déplacements de personnes ou d'objets ;
- utilisation d'appareils de surveillance pour écouter ou enregistrer des propos non publics ou pour observer ou enregistrer des événements se produisant dans des lieux non publics ou dans des lieux qui ne sont pas librement accessibles ;
- infiltration dans des systèmes et réseaux informatiques pour y rechercher des informations qu'ils contiennent ou qui ont été transmises à partir de ces systèmes ou pour perturber, empêcher ou ralentir l'accès à des informations, à condition que ces systèmes et réseaux informatiques soient utilisés dans des attaques visant des infrastructures critiques ;
- fouilles de locaux, de véhicules ou de contenants pour se procurer les objets et les informations qui s'y trouvent ou les informations qui ont été transmises depuis ces endroits.

Les mesures de recherche soumises à autorisation doivent toujours être approuvées par le Tribunal administratif fédéral et avalisées par le chef du DDPS après consultation du chef du DFAE et du chef du DFJP. Elles sont soumises au strict contrôle de l'autorité indépendante de surveillance des activités des services de renseignement et de la Délégation des commissions de gestion. Le SRC recourt aux mesures de recherche soumises à autorisation dans le cadre d'opérations particulières en lien avec les cas susmentionnés. Pour des raisons de protection

des sources, il n'est pas possible de publier des informations concernant le type de mesures appliquées ni le nombre de personnes concernées par une telle opération.

Le SRC peut cependant divulguer publiquement le nombre d'opérations ou de cas ayant nécessité le recours à des mesures de recherche soumises à autorisation, ainsi que le domaine concerné et le nombre de mesures autorisées pour chacune de ces opérations.

Opérations avec mesures de recherche soumises à autorisation en Suisse

(du 1^{er} septembre au 31 décembre 2017)

Tâches (art. 6 LRens)	Opérations	Mesures
Terrorisme	2	13
Espionnage	2	27
Prolifération NBC	0	0
Attaques visant des infrastructures critiques	0	0
Total	4	40

Opérations : opération dans le cadre de laquelle des mesures de recherche soumise à autorisation ont été exécutées.

Mesures : mesures autorisées entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre 2017. Les mesures de recherche soumise à autorisation déjà approuvées et ayant fait l'objet d'une prolongation ne sont pas indiquées séparément.

Au total en 2017, des mesures de recherche soumises à autorisation ont été exécutées dans le cadre de quatre opérations ou cas.

Exploration du réseau câblé

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le renseignement, le SRC est aussi habilité à procéder à l'exploration du réseau câblé pour la recherche d'informations sur des événements importants en matière de politique de sécurité se produisant à l'étranger. Comme l'exploration du réseau câblé passe par l'étranger pour la collecte d'informations, elle n'est pas considérée comme une mesure de recherche soumise à autorisation en Suisse. L'exploration du réseau câblé ne peut toutefois être réalisée qu'avec la participation d'opérateurs suisses de télécommunications auxquels il aura été ordonné en bonne et due forme de transmettre les flux de données concernés au Centre des opérations électroniques de l'Armée suisse. L'art. 40 ss. prévoit à cette fin une procédure d'autorisation et d'aval.

Le SRC n'a déposé aucune demande d'exploration du réseau câblé dans les quatre premiers mois ayant suivi l'entrée en vigueur de la LRens. Les conditions techniques requises pour l'exploration du réseau câblé étaient en cours de mise en place à fin 2017.

Définitions

Opération

Les opérations du SRC sont définies comme suit à l'art. 12 de l'ordonnance sur le service de renseignement (ORens) : « Le SRC peut mener des opérations, à savoir des processus connexes limités dans le temps servant à la recherche d'informations en vertu de l'art. 6 LRens et dépassant le cadre normal d'une activité ordinaire de renseignement de par son importance, son étendue, les moyens requis ou le maintien du secret. Ces opérations doivent être débutées et terminées formellement et être documentées séparément. » Les mesures de recherche soumises à autorisation font toujours l'objet d'une demande du SRC dans le cadre d'opérations, et elles ne sont exécutées qu'au terme d'une procédure d'autorisation et d'aval. Une opération peut être considérée comme un cas ou un groupe de cas, terminologie utilisée avant la votation sur la LRens.

Mesure de recherche soumise à autorisation

Une mesure soumise à autorisation au sens des statistiques ci-contre désigne une mesure à l'encontre d'une personne en vertu de l'art. 26 LRens. Dans le cas de la surveillance de la télécommunication, chaque élément d'adressage surveillé est considéré comme une mesure (si par exemple deux numéros mobiles de la même personne sont surveillés, il s'agit de deux mesures). Le même raisonnement s'applique en cas de recours à un appareil de localisation et à la surveillance de la télécommunication (aussi deux mesures)

Mandat d'exploration du réseau câblé

Les mandats d'exploration du réseau câblé répondent aux besoins de renseignement par la collecte d'informations sur des événements importants en matière de politique de sécurité se produisant à l'étranger en lien avec l'un des domaines spécifiés à l'art. 39 ss. LRens et à l'art. 25 ORens. Seuls les signaux transmis par réseau filaire qui traversent la frontière suisse peuvent être enregistrés.



Liste des abréviations

APT	Advanced Persistent Threat
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
AQPA	Al-Qaïda dans la péninsule arabique
AQSI	Al-Qaïda dans le sous-continent indien
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
FSB	Service fédéral de sécurité (Russie)
FSO	Service fédéral de protection (Russie)
GU (ex-GRU)	Service de renseignement militaire (Russie)
HTS	Hayat Tahrir al-Sham / Groupe pour la libération du Levant
ISKP	Province du Khorassan de l'« État islamique »
JCPOA	Joint Comprehensive Plan of Action
LRens	Loi sur le renseignement
MELANI	Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information
MGIMO	Institut moscovite d'État pour les relations internationales
MROS	Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent
ORens	Ordonnance sur le service de renseignement
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PJZ	Centre de police et de justice (Zurich)
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan
PYD	Parti de l'union démocratique
SVR	Service de renseignement extérieur (Russie)
TAK	Faucons de la liberté du Kurdistan
TIC	Technologies de l'information et de la communication
WEF	World Economic Forum
YPG	Unités de protection du peuple



Rédaction

Service de renseignement
de la Confédération SRC

Clôture de la rédaction

Février/mars 2018

Contact

Service de renseignement
de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne
E-mail : info@ndb.admin.ch
www.src.admin.ch

Diffusion

OFCL, Vente des publications fédérales,
CH-3003 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch
n° d'art. 503.001.18f
ISSN 1664-4697

Copyright

Service de renseignement
de la Confédération SRC, 2018



LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE

Service de renseignement de la Confédération SRC

Papiermühlestrasse 20

CH-3003 Berne

www.src.admin.ch / info@ndb.admin.ch